

Les jeunes en première ligne contre l'injustice



**GET
UP
STAND
UP**

Recueil d'exemples de **politisation** par les jeunes

Bart Van Bouchaute
Reyhan Görgöz
Peter Cristiaensen

COLOPHON

Un grand nombre de personnes ont travaillé sur ce recueil :

La faculté Travail Social d'Arteveldehogeschool et l'organisation à but non lucratif **Uit De Marge**, le point central pour le travail et la politique de la jeunesse avec les enfants et les jeunes en situation de vulnérabilité sociale, collaborent depuis longtemps. Le thème de la politisation du travail avec et par les jeunes, est au cœur de cette collaboration. L'organisation à but non lucratif Uit De Marge a développé une formation et un soutien pour les travailleurs locaux de l'aide à la jeunesse. Pendant trois années académiques, dans le cadre de leur projet de bachelor, les étudiants en travail social de l'Arteveldehogeschool ont mené une recherche-action sur ces pratiques dans le cadre du projet Orpheus Interreg : **Amina Bouslah, Lesley Dierckx, Elise Poels, Riley Van Hyfte, Fien Sleurs, Lana Gabriël, Marte Ingels, Shinya Xuan, Jeroen Kemel, Babette Träger, Lindsay De Langhe, Kaat De Smet, Charlotte Roelandt** et **Kato Van Hove**.

Pour d'autres études de cas, un grand nombre de personnes ont été interrogées : La vraie Zohra a préféré rester anonyme (pas de pardon, pas d'excuses, rien). Les étudiants britanniques de l'étude de cas "We are not alone anymore !" ont également préféré rester anonymes.

Nous avons basé l'étude de cas "LostWords" sur un article de **Femke Kauling-freks** et **Elena Ponzoni** (voir également la liste de références).

Katrien Boone, chercheuse et auteur de Sociaal werk als armoedebestrijder (Le travail social comme lutte contre la pauvreté).

(En première ligne contre quoi ?)

Bart Holvoet, ex-employé de KAJ (Est-ce là le marché du travail moderne ?)

Filip Balthau, Ilias Aissati, Mourad Chiboub, Samir Taif, Ahmed Abdellah Aoulad, Amar Zougaghi, Edith Ward, Ayla Callebert et **Jamal El Kasmi**, membres de la consultation des jeunes travailleurs J100 (J100-meetings)

Jonathan Eggermont, jeune ouvrier du bâtiment (Une machine de fitness dans son propre quartier)

Jasper Peeters, squatteurs de Pandemisten (La ville est pour tout le monde)

Femke Kaulingfreks, chercheuse néerlandaise (#Trotsop075 (Proudof075))

Thiska Van Durme et **Andreas Accoe**, Jong Gent in Actie (Jeunes Gand en action) (Aucun enfant dans la rue)

Ali Demirci, centre d'animation jeunesse Posküder, asbl (Vers un patrimoine migratoire)

Saïda El Fekri et **Michaëla Sannicolò**, ASBL Safe Space (Un endroit pour se détendre et bien plus encore)

D'autres ont contribué à un chapitre :

Marlies D'hertoge et **Emily Mortier**, Uit De Marge (Une machine de fitness dans son propre quartier)

Tina De Gendt, historienne et collectrice d'histoires projet de Vierkante Kilometer (le Kilomètre carré) Musée de la ville de Gand STAM (A la recherche du patrimoine migratoire)

Peter Van Mullem, Arteveldehogeschool, Travail social (Options : hors ligne ou en ligne)

Denoix Kerger, Arteveldehogeschool, Travail social (De la sécurité au courage)

Eri Park, **Marcin Sklad** et **Isabella Boere**, chercheurs à l'University College Roosevelt, ont mené des entretiens avec un certain nombre de professionnels du secteur social aux Pays-Bas, en Belgique, en France et au Royaume-Uni (The role of youth workers in brave spaces).

Jan Naert, chercheur à l'Arteveldehogeschool, a contribué au chapitre Pouvoir et contre-pouvoir.

Ce livre a été réalisé dans le cadre d'ORPHEUS, un projet Européen Interreg, et est disponible gratuitement en néerlandais (version imprimée), anglais et français (pdf).

Équipe de rédaction :

Bart Van Bouchaute, Reyhan Görgöz et Peter Cristiaensen (Arteveldehogeschool, Social Work)

Fleur Van Oyen, Marlies D'hertoge et Koen Destoop (Uit De Marge organisation à but non lucratif)

Autheurs: Bart Van Bouchaute, Reyhan Görgöz et Peter Cristiaensen

Montage final : Peter Cristiaensen

Conception : Trien Pauwels (www.trien.org)

© The authors April, 2022

www.getup-standup.be

Ce recueil est une réalisation de l'Arteveldehogeschool, dans le cadre du projet Européen Projet Interreg ORPHEUS, en collaboration avec l'organisation à but non lucratif Uit De Marge. ORPHEUS est un projet subventionné par le programme Interreg Entre 2 mers 2014-2020, avec un cofinancement du Fonds Européen de Développement Régional (dans le cadre du contrat de subvention n° 2S06-011) et de l'Arteveldehogeschool (via les fonds PWO).

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Rêves d'une cabane de rêve | 6 |
| 1 QU'Y A -T'IL DANS UN NOM ? | 7 |
| <i>Pas de pardon, pas d'excuses, rien</i> | 7 |
| Politisation | 8 |
| L'ordre existant | 8 |
| Tout le monde peut politiser | 9 |
| Une démocratie vivante | 9 |
| 2 EN PREMIÈRE LIGNE CONTRE QUOI ? | 11 |
| <i>Nous ne sommes plus seuls !</i> | 11 |
| L'injustice : C'est quoi ? Laquelle ? | 11 |
| La politisation pour protéger le premier plan | 11 |
| 3 LE PREMIER PLAN ! MAIS COMMENT ? | 13 |
| Stratégie 1 La prise de conscience | 13 |
| <i>S'agit-il du marché moderne du travail ?</i> | 13 |
| Stratégie 2 Apporter de la visibilité sur la question | 15 |
| <i>Mots perdus</i> | 15 |
| Stratégie 3 Exiger le changement | 16 |
| <i>L'école buissonnière du climat</i> | 17 |
| <i>Rencontres des J100</i> | 17 |
| Stratégie 4 Réaliser nous-mêmes le changement | 19 |
| <i>Une machine fitness dans son propre quartier</i> | 19 |
| <i>La ville appartient à tous</i> | 20 |
| Options: hors ligne ou en ligne | 20 |
| Hashtagtivisme | 21 |

| | | |
|----------|--|-----------|
| 4 | KIT DE POLITISATION PAR SOI-MÊME | 23 |
| | Aucun enfant dans les rues | 23 |
| | Cinq questions essentielles (et un élan pour y répondre) | 24 |
| | A la recherche du patrimoine migratoire | 30 |
| 5 | POUVOIRS ET CONTRE-POUVOIRS | 32 |
| | A la recherche de moments de basculement | 32 |
| | Le pouvoir sous de nombreuses formes | 32 |
| | Entendre la vérité | 33 |
| | Se défendre | 34 |
| 6 | DE LA SÉCURITÉ AU COURAGE | 36 |
| | La déradicalisation par le boycott | 36 |
| | Un lieu de détente et bien plus encore | 36 |
| | Des espaces sûrs... | 37 |
| | ... Aux espaces de courage | 38 |
| | Le rôle des travailleurs de jeunesse dans les espaces de courage | 39 |
| | Recherché : Educateur de jeunesse (m/f/x) avec un enthousiasme pour la politisation du travail.. | 42 |

RÊVES D'UNE CABANE DE RÊVE



Sur la couverture de ce recueil, apparaissent en filigrane les contours d'une étrange construction. Elle n'est pas là par hasard, et nous n'avons pas demandé à notre illustrateur d'égayer la couverture avec un joli croquis. Cette construction existe réellement, et non, ce n'est pas un château d'eau. C'est en fait une cabane de rêve. Mieux : la cabane de rêve idéale qui se dresse à Anvers depuis 2020.

Un quart de la population anversoise est âgée de moins de 25 ans, et la voix de ces jeunes ne porte généralement pas loin. C'est la raison pour laquelle onze groupes d'animation jeunesse anversoise ont lancé le J100. Ils ont rassemblé 100 jeunes afin de réfléchir aux problèmes qui divisent leur ville et ont une incidence sur leur vie. L'objectif est de présenter les idées qui en résultent aux décideurs politiques, non pas une fois, comme cela peut arriver à l'approche des élections, mais de façon permanente.

L'une des nombreuses idées du premier sommet J100 était d'avoir un lieu qui leur soit spécifique. Un endroit sûr pour se rencontrer et discuter ensemble. Un endroit pour rêver. Une cabane dans les arbres par exemple. Parce que cela manque

aux enfants des villes. Et en outre, quand on est assis plus en hauteur, on a une vue sur la ville. En hauteur, nul ne peut vous déranger. On ne peut pas faire disparaître un tel édifice, de la même manière que la voix des jeunes ne peut être exclue du débat social.

Ilias, Mourad et Samir étaient tous trois membres du J100 lorsque l'idée d'une cabane dans les arbres a germé. Ils travaillent désormais tous les trois dans le secteur social à Anvers :

“ Pendant des années, nous avons dû nous battre pour ce projet, c'est pourquoi la cabane de rêve ressemble maintenant à notre “maison”. Au sommet, des bancs circulaires ont été aménagés, afin que nous puissions bien nous écouter les uns les autres. Nous pouvons à présent inviter les décideurs politiques dans ce lieu – dans notre lieu. C'est la clé d'un moyen sûr d'entamer un dialogue. L'idée est apparue comme une graine qui depuis a germé en une fleur produit à son tour de nouvelles graines. De nouveaux rêves.

Plus loin dans ce livre, vous en apprendrez davantage sur ce J100. Mais pour nous, la cabane de Rêve en est le symbole, celui de la “politisation”.

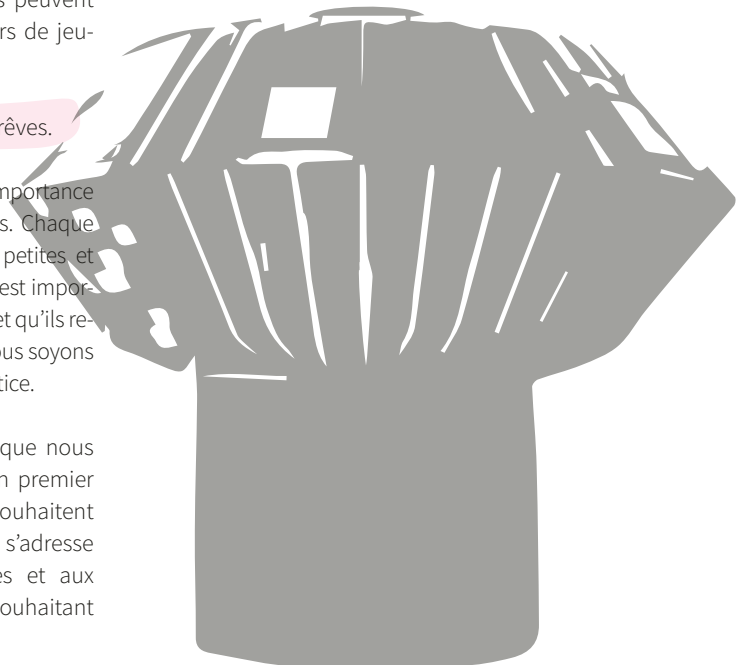
www.J100.BE/DROOMHUT

Tous les jeunes méritent un endroit – au sens propre comme au sens figuré – où ils peuvent faire entendre leur voix. Les animateurs de jeunesse peuvent les y aider.

Tous les jeunes méritent une cabane à rêves.

Ce livre a pour ambition d'en souligner l'importance via toute une série d'exemples pratiques. Chaque société connaît des formes d'injustice, petites et grandes. Les jeunes y sont confrontés. Il est important qu'ils rendent cette injustice visible, et qu'ils reçoivent notre soutien à cet égard. Que nous soyons à leurs côtés dans leur lutte contre l'injustice.

C'est sur la base de cette inspiration que nous avons écrit cet ouvrage. Il s'adresse en premier lieu aux animateurs de jeunesse qui souhaitent mettre cette idée en pratique. Mais il s'adresse également à tous les jeunes adultes et aux adultes qui soutiennent les jeunes et souhaitent s'engager avec eux.





1
QU'Y
A-T-IL DANS
UN NOM ?

Amina Bouslah, Lesley Dierckx, Elise Poels, Riley Van Hyfte,
Bart Van Bouchaute, Reyhan Görgöz en Peter Cristiaensen

PAS DE PARDON, PAS D'EXCUSE, RIEN



© Nurgül Kelebek via Pexels

L'histoire de Zohra* a commencé par une longue recherche de job d'étudiant. Comme beaucoup, elle voulait être indépendante et gagner son propre argent. Mais quand on porte un foulard, ce n'est pas chose facile. Lorsqu'elle a appris qu'un supermarché de son quartier allait ouvrir une nouvelle succursale, son rêve était d'y travailler. Le foulard y est autorisé, elle l'avait lu dans le code du travail officiel. Elle a été embauchée dans les règles après avoir postulé en agence d'intérim.

Le lundi, enthousiaste, extrêmement nerveuse, très bien accueillie, elle se voit attribuer des vêtements de travail et un casier. Puis le patron lui réclame soudain d'enlever son foulard. Pendant un instant, le monde s'arrête. D'abord, elle ne réalise pas bien sa requête. Lui demandant de répéter, elle se rend compte qu'elle l'avait effectivement bien compris. Témoins à l'appui. Se sentant très seule elle demanda à appeler sa mère, tout en retenant ses larmes. A l'annonce qu'elle ne pourrait pas accepter ce travail, l'unique réaction de l'employeur fut un hochement de tête. Pas de pardon, pas d'excuses, rien.

Afin d'exprimer son chagrin et de mettre en garde ses amis qui avaient également candidaté, elle décida de partager son histoire sur Instagram. Il ne fallait surtout pas qu'ils vivent la même chose qu'elle. Son compte Instagram était privé, mais son histoire fut rapidement été partagée sur des groupes Facebook et sur Twitter, et avant qu'elle ne s'en rende compte, son histoire était devenue virale. Deux jours plus tard, elle a été interviewée par la télévision locale et invitée dans un journal. Elle bénéficia d'un grand soutien de la part de sa famille, de ses amis et d'inconnus, mais également de commentaires négatifs sur les médias sociaux, affirmant qu'elle exagérait, ou qu'elle devait se conformer aux règles. La télévision locale dû retirer de son site web un grand nombre de réponses racistes. Plusieurs mois après, elle n'avait toujours pas eu de nouvelles de la part des opérateurs locaux du supermarché. Pas d'excuses, absolument rien.

* Zohra est un nom fictif, mais l'histoire est basée sur des événements réels.

Il existe de nombreuses histoires comme celle-ci. Les jeunes sont confrontés à des situations qu'ils considèrent comme injuste et face auxquelles ils ne savent pas comment réagir, ce sans que personne ne s'en soucie. Combien de filles portant un foulard se sont déjà trouvées dans la situation de Zohra ?

Mais il arrive que la colère conduise à une réaction. A l'action.

Parfois **sans connaissance**, comme Zohra qui n'avait pas du tout l'intention de se retrouver dans une tempête médiatique. Le porte-parole de la chaîne de supermarchés a confirmé au journal que la vision du titulaire de la branche locale n'était pas conforme à celle du groupe et qu'ils allaient intervenir. Elle a également contacté Zohra, mais celle-ci a décidé de ne pas accepter la proposition d'embauche.

La réaction peut être **délibérée** lorsque cela devient trop lourd pour les jeunes. Ils crient alors leur colère, seuls ou avec l'aide d'amis, parfois d'animateurs de jeunesse.

Lorsque ces jeunes influencent la société en exprimant leurs griefs, nous définissons leurs réactions comme des exemples de **“politisation”**.



POLITISATION

On pourrait spontanément faire un lien entre la “politisation” et la “politique”. La politisation est-elle un moyen de rapprocher les jeunes de la politique ou de faire valoir leurs besoins et leurs revendications auprès des politiciens ?

Absolument pas !

Nous ne considérons en aucun cas la politique comme un domaine fermé dans lequel quelques politiciens professionnels sont engagés. La politique se retrouve partout où les gens réfléchissent, discutent ensemble, sont d'accord ou non les uns avec les autres, et émettent des propositions sur la manière dont nous il est possible de vivre ensemble. Tous les sujets et tous les individus peuvent donc entrer à tout moment dans le cadre des processus politiques.

Il en résulte que tout le monde est en mesure de “faire de la politique” !

QU'ENTENDONS-NOUS PAR POLITISATION ?

La politisation désigne l'ensemble des initiatives que prennent les citoyens en vue de rendre certains débats “publiques”.

Ce sont toutes les actions qu'ils entreprennent pour attirer l'attention sur les formes d'injustice qu'ils rencontrent, et pour les exposer au débat public.

Zohra s'est trouvée confrontée à une tempête médiatique lorsqu'elle a contesté sur son compte Instagram la façon dont l'exploitant du supermarché local n'accordait pas de valeur à sa propre façon d'être. Même si ce n'était pas dans ses intentions initialement, elle a politisé sur la question du port du foulard dans le magasin, ainsi que sur les conséquences pour les filles qui, comme elle, veulent être indépendantes.

La politisation n'est donc pas un mot nouveau pour le travail ciblé sur les politiques. Lorsqu'en tant qu'animateur de jeunesse, vous commencez à faire pression dans un dossier concret ou à veiller à l'octroi de droits, c'est bien sûr très important. Mais nous ne parlons pas encore de “politisation”. Ces interventions fonctionnent en arrière-plan, loin des médias. Elles n'ont pas le caractère public qui est essentiel à la politisation.


Quiconque politise ne fait que rechercher **ce débat public**, sans pour autant le faire de manière consciente et stratégique comme le montre l'exemple de Zohra. En outre, il ne s'agit pas nécessairement d'une protestation comme on pourrait le penser. La politisation peut effectivement se présenter sous de nombreuses formes.

L'ORDRE EXISTANT

Rendre un débat ou un questionnement public équivaut à s'interroger sur le cadre existant. Les relations de pouvoir sous-jacentes sont alors perturbées, autant dire que les actions de politisation remettent inévitablement en question "l'ordre existant", et le perturbent bien souvent.

L'"ordre existant" est un concept que nous avons emprunté au philosophe français Jacques Rancière. Il désigne par ce terme la division des positions présente dans la société, l'imagerie dominante des groupes ou les manières communes de traiter les choses. Habituellement, nous ne nous attardons pas sur ce point et une grande partie de la société trouve cet ordre existant tout à fait normal.

Dans le même temps, nous devons prendre conscience que tout ordre existant, même s'il a l'intention d'être honnête et juste, comporte inévitablement des formes d'inégalité, d'exclusion et d'injustice. La politisation désigne alors ces points sur lesquels l'ordre existant est remis en question.



Tout individu qui se politise recherche le débat public et perturbe les relations de pouvoir existantes.

TOUT LE MONDE PEUT POLITISER

La politisation est envisageable **sous des formes, à des occasions et dans des endroits très divers.**

Les citoyennes et citoyens peuvent entrer dans le débat public avec les décideurs politiques, mais aussi avec un conseil scolaire, un établissement d'aide sociale ou un porteur de projet.

La politisation peut également impliquer de nombreux types d'actions et différentes activités. Certaines personnes choisissent de travailler sur la sensibilisation, d'autres agissent sur des demandes concrètes ou vont à l'encontre de l'image négative d'un groupe ou d'un quartier. D'autres encore mettent en place eux-mêmes de nouvelles pratiques qui montrent à petite échelle qu'un changement particulier est réalisable.

Les nombreux exemples présentés dans ce recueil le confirment.

Cette vaste définition a pour conséquence logique que tout le monde peut participer à la vie politique.

Les enfants et les jeunes aussi !

Chacun a le droit de soulever une question dans le débat social. Ce point de départ est basé sur la conception de la démocratie que l'on retrouve également chez le philosophe Français Jacques Rancière. Nous envisageons habituellement la "démocratie" comme un système caractérisé par

des élections, des représentants, la séparation des pouvoirs, etc. Mais ici, nous considérons **la démocratie comme un point de départ** impliquant que chacun a un même droit d'expression sur la manière dont nous donnons forme à notre société. C'est une perspective qui nous permet assurément d'avancer.

Lors des moments forts de politisation, des sujets sont rendus apparents, des personnes sortent de l'ombre. Des voix qui n'ont pas encore été entendues deviennent audibles. Elles ont tout autant le droit de prendre part, sur un pied d'égalité, à la discussion relative à notre société.

Pour les enfants et les jeunes, ce constat est sans aucun doute très évocateur. Ils sont trop souvent protégés du fait de leur jeune âge. Ils ne peuvent pas être compétents et ne sont pas traités sur un pied d'égalité comme des concitoyens égaux. Ils seraient encore trop naïfs, auraient encore beaucoup à apprendre, également sur ce qu'est la démocratie.

Mais la "démocratie" en tant que principe est en contradiction avec ce concept. Elle part du principe que chacun, sans limitation, en toute équité, a le droit de donner son avis sur notre société. Ce n'est donc pas parce qu'ils ne sont "que" des enfants ou des jeunes" qu'ils n'ont rien à exprimer. Les pratiques de politisation font en sorte de désamorcer cet aspect de l'ordre existant qui les écarte et les réduit au silence.

UNE DÉMOCRATIE VIVANTE

Une démocratie vivante nécessite des personnes qui remettent en question la situation existante et en dénoncent les lacunes. C'est pourquoi les gouvernements et les institutions démocratiques n'entravent ni ne ralentissent ces pratiques, mais **les accueillent et les stimulent activement**. Et cela peut fonctionner de manière très hétérogène selon les installations, les procédures ou les partenariats existants.

La politisation par les jeunes peut "soulever les passions", mais devrait être possible dans une démocratie dynamique.

Elle est même nécessaire.

Une démocratie qui ne permet pas à ses jeunes de contester des situations et de revendiquer des changements ne mérite pas le nom de démocratie. L'insatisfaction existera toujours, et les résultats rapides sont rares. Une société démocratique est, par définition, inachevée et imparfaite, mais elle doit être constamment ouverte aux personnes qui nous rappellent la promesse ultime de la démocratie : que nous sommes tous des citoyens libres et égaux.

La politisation par les jeunes peut "soulever les passions", mais devrait être possible dans une démocratie dynamique.



2

EN PREMIÈRE LIGNE CONTRE QUOI ?

Fien Sleurs, Lana Gabriël, Bart Van Bouchaute,
Reyhan Görgöz en Peter Cristiaensen

NOUS NE SOMMES PLUS SEULS !

En 2020, une université Anglaise a décidé d'explorer l'un des problèmes les plus répandus dans la plupart des universités du Royaume-Uni : Le Black, Asian, Minority Ethnicities awarding gap (également connu sous le nom de Diverse Ethnicities awarding gap ; anciennement connu sous le nom de BAME attainment gap). Il s'agit d'un décalage entre les performances des étudiants issus de diverses ethnies et celles de leurs homologues blancs. Les étudiants issus de diverses ethnies obtiennent donc des résultats moindres dans l'enseignement supérieur. Toutefois, les raisons de cet écart sont complexes, et de nombreuses universités ne les ont pas encore contestées ni explorées.

Une université a cependant décidé de combler cette lacune en lançant un programme d'ambassadeurs suggéré par un ancien responsable d'étudiants, dans le cadre duquel les élèves de diverses origines ethniques ont été mobilisés pour aider l'université à examiner le problème de l'attribution des bourses. "La raison pour laquelle j'ai voulu devenir un ambassadeur était de représenter les réfugiés précédents et actuels. Ils ne sont pas du tout reconnus à l'université. Je suis moi-même arrivé au Royaume-Uni en tant que réfugié et je veux leur donner une voix."



Lors de leur première réunion de groupe, les ambassadeurs ont discuté de cette préoccupation et se sont rapidement rendu compte que la perception de cette problématique était considérée d'un point de vue très simpliste.

1. En conclusion, l'université considérait la question comme un problème "étudiants blancs VS étudiants de diverses origines ethniques", sans tenir compte des autres facteurs qui pourraient entrer en ligne de compte.
2. L'université a également considéré le problème d'un point de vue individualiste, en rejetant la responsabilité des résultats sur les étudiants de diverses origines ethniques plutôt que de prendre en compte d'autres facteurs pouvant influencer leurs performances (par exemple, le statut socio-économique, la classe sociale, etc.)

Lorsque les étudiants ont commencé à discuter de leurs expériences dans l'enseignement supérieur, les principales problématiques soulevées ont été le racisme, la discrimination et le manque de représentation du personnel issu de la diversité ethnique au sein de leur université.

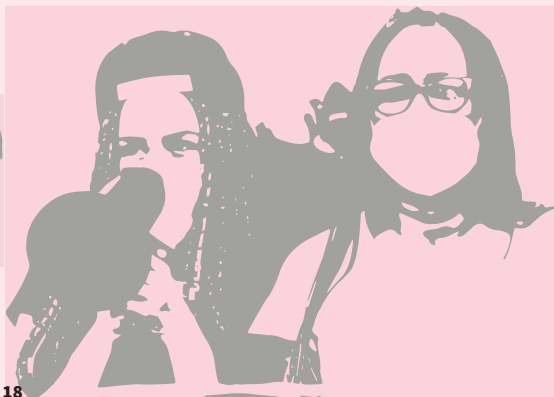
Les ambassadeurs ont suggéré qu'au lieu de discuter de cette question d'un point de vue individualiste, où le blâme et la culpabilité sont placés sur les étudiants de diverses origines

ethniques, l'institution doit être tenue responsable de son manque de soutien et de compréhension. Les étudiants ont convenu qu'il devait y avoir un changement de discours pour que les voix des étudiants de diverses origines ethniques soient entendues et que leurs contraintes soient reconnues.

Lorsque les étudiants ont exprimé leurs préoccupations, ils se sont heurtés à divers obstacles. Leurs points de vue n'ont tout simplement pas été accueillis par les cadres de l'université. Les étudiants ont été confrontés à de multiples attitudes micro-agressives de la part de membres dirigeants de l'université, ce à quoi ils ne s'attendaient pas.

Les étudiants se sont fixés pour objectif de mettre en œuvre une politique de tolérance zéro à l'égard du racisme dans leur université. Ils ont invité un dirigeant de l'université à une réunion durant laquelle ils avaient prévu de faire un exposé de 30 minutes. Leur argumentaire expliquait la nécessité de cette politique et la manière dont elle ferait de l'université l'une des rares universités du Royaume-Uni à la mettre en œuvre. Le cadre supérieur a cependant rejeté instantanément la proposition, 10 minutes après le début de la présentation. Les étudiants n'ont pas eu l'occasion de terminer d'exposer leur travail. Très clair sur sa position, le cadre a déclaré que cette politique ne serait jamais mise en œuvre à l'université. L'idée était perçue comme discriminatoire à l'égard des étudiants blancs, et sujet potentiel de mauvaise publicité pour l'établissement, provoquant un sentiment de consternation, de déception et de trahison chez les jeunes ambassadeurs. L'indifférence de l'université avait été clairement exprimée. Cependant, et malgré ce résultat regrettable, les étudiants ont convenu que cette injustice devait être traitée.

En raison de la pandémie de COVID-19, les universités du Royaume-Uni ont fonctionné en ligne. Les ambassadeurs ont donc décidé d'organi-



ser un forum d'étudiants en ligne avec un triple objectif, à savoir : 1) Sensibiliser à la disparité d'attribution des diplômes entre les différentes ethnies ; 2) Créer et fournir un espace sûr pour que les étudiants puissent partager leurs expériences dans l'enseignement supérieur sans craindre de subir des conséquences ; 3) Utiliser les voix des étudiants et faire la différence au sein de l'université.

Les étudiants **ont partagé** leurs histoires et leurs **expériences**, ce qui a permis au groupe de se rapprocher dans la mesure où certaines expériences étaient communes au groupe. Sentiments partagés de tristesse, de frustration mais aussi de joie, car ils ne se sentaient plus seuls. Petit à petit, les étudiants ont remarqué que leurs problèmes étaient partagés par un grand nombre de leurs pairs de diverses origines ethniques à l'université. La conscience de l'injustice structurelle est devenue plus évidente, tout comme le désir du groupe de faire quelque chose pour y remédier.

Les ambassadeurs ont décidé de lancer une pétition aux étudiants, document détaillé soulignant la nécessité d'une politique de tolérance zéro en matière de racisme. Le document a ensuite été diffusé auprès des autres étudiants, grâce à l'aide du syndicat étudiant. Si la politique recueillait suffisamment d'attention et de signatures, l'université n'avait d'autre choix que de l'appliquer. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Grâce à la majorité des signatures en faveur de la politique, celle-ci est entrée en vigueur.

Ceci étant dit, métaphoriquement, la politique officielle est rangée au fond d'un tiroir, à l'abri des regards des étudiants, là où son existence est méconnue. Ironie du sort, les mois suivants, l'université a organisé une campagne "Stand Up to Racism" au cours de laquelle, pendant une journée seulement, tout le personnel et les étudiants étaient encouragés à porter la couleur rouge pour symboliser la lutte contre le racisme... pourtant, l'université a refusé de mettre en œuvre une

politique de tolérance zéro à l'égard du racisme des mois avant cette campagne, et continue de refuser de prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme institutionnel et la discrimination.

“ Ils font beaucoup de fausses manœuvres pour prétendre qu'ils sont opposés au racisme, mais ils n'ont pas de politique de tolérance zéro à l'égard de ce dernier. Ils ne sont pas du tout disposés à s'attaquer à des problématiques liées au racisme : représentation des diverses ethnies dans les politiques du personnel, procédures de plainte, etc

Pourtant, les étudiants ont le sentiment d'avoir accompli beaucoup de choses :

“ Nous avons changé le ton, l'orientation et le langage du débat et nous avons réussi à sensibiliser les étudiants. Nous avons réfléchi de manière proactive à des mesures concrètes pour aboutir à la tolérance zéro, et nous avons obtenu un certain nombre de choses, comme une bourse d'études pour les réfugiés, avec l'aide d'un personnel extraordinaire de notre université. Le projet d'ambassadeurs, qui devait initialement durer un an s'est poursuivi, et un ancien ambassadeur forme actuellement un nouveau groupe de pairs.”

L'appel à la reconnaissance et à l'égalité entre les étudiants reste fort. Les nouveaux ambassadeurs s'engagent à poursuivre la sensibilisation et à mener de nouvelles actions.

A suivre ...

(LES ÉTUDIANTS BRITANNIQUES DE CE PROJET D'AMBASSEUR ONT PRÉFÉRÉ RESTER ANONYMES)

L'INJUSTICE : C'EST QUOI ? LAQUELLE ?

Les enfants et les jeunes ont, en tant que citoyen, le droit de participer à la vie sociale et de **politiser** l'injustice auxquelles ils doivent faire face. Dénoncer les formes de racisme et de discrimination représente une cause importante au sein de leur université britannique.

La politologue américaine Nancy Fraser appelle

cela "**l'égalité de participation**". Pour elle, il s'agit de l'essence même de la justice sociale. Une société juste n'est possible que si chaque membre peut participer équitablement à tous les domaines de la vie sociale.

C'est le scénario idéal. Mais les difficultés sont multiples.

Fraser distingue **TROIS GRANDS TYPES D'INJUSTICE :**

1 . L'injustice économique : la répartition de la prospérité matérielle dans notre société est très inégale. Pensez aux revenus, au logement, à l'écart salarial entre les hommes et les femmes, etc.

2 . L'injustice culturelle : tout le monde ne bénéficie pas de la même reconnaissance ou appréciation. Certains groupes sont moins bien perçus, comme la communauté LGBTQ ou les personnes d'origine ethnique ou culturelle différente, mais aussi les personnes en situation de pauvreté.

3 . L'injustice politique : dans notre société démocratique, tout le monde ne

parvient pas à faire entendre sa voix, à prendre pleinement part aux processus politiques ou à se sentir représenté.

Selon Fraser, parvenir à une participation équitablement répartie suppose

- Une meilleure **répartition** des richesses (redistribution des aides matérielles)
- Une meilleure **reconnaissance** (reconnaissance du fait que les citoyens sont tous égaux et ont droit au même respect)
- Une meilleure **représentativité** (que les gens sachent qu'ils sont représentés dans notre démocratie et que leur voix est entendue)

Ces trois domaines ont une incidence les uns sur les autres. Il n'est pas rare que quelqu'un qui a moins d'argent soit considéré comme inférieur, soit moins présent dans la vie décisionnelle politique et ait moins d'influence. Les personnes qui reçoivent moins de respect dans les normes existantes de notre société ont moins de chance d'avoir une influence sur le débat public.

En bref, les différentes formes d'injustice sont souvent liées et interconnectées.

Les idées de Fraser correspondent très bien à notre récit. Lorsque les jeunes expriment leur colère face à ce qu'ils considèrent comme injuste, ils revendiquent plus d'égalité, de respect et de prise de parole

LA POLITISATION POUR PROTÉGER LE PREMIER PLAN

La politisation est donc bien plus qu'un cri de colère. Les doléances des jeunes sont aussi toujours un message, un plaidoyer adressé au monde, et plus particulièrement au **monde du travail social** et de **des travailleurs de jeunesse**.

Ils peuvent ignorer ces plaintes, s'y opposer, ou encore reconnaître les doléances des jeunes, et se mettre au travail avec eux.

Il arrive que les organisations développent des actions visant **l'individu** victime d'une injustice. Dans la lutte contre le racisme, on accorde par exemple une place centrale au développement de l'identité personnelle des jeunes issus de l'immigration. Le problème devient alors un problème individuel et psychologique, plutôt qu'un problème social et structurel comme nous le voyons dans l'histoire de l'université britannique.

Elles développent également des actions ciblant certaines problématiques, mais qui ne changent finalement pas grand-chose au processus d'injustice. Les jeunes peuvent avoir leur mot à dire, mais les choses ne changeront vraiment que si leur opinion est, elle aussi, considérée sérieusement. Une interprétation des besoins dans un domaine ne conduit pas automatiquement à une société plus juste socialement.

Pour Fraser, il est donc important de ne pas négliger les **questions structurelles**. La justice sociale n'est possible que si la société se métamorphose et que tous les mécanismes d'exclu-

sion disparaissent. C'est par définition une mission extrêmement complexe et contraignante.

Et c'est précisément pour cette raison que la politisation est si importante !

Une étape primordiale vers la justice sociale consiste à écouter ceux qui sont victimes d'injustices sociales. Et en tant que société, nous devons **écouter les personnes qui ne le sont pas d'habitude**.

Il existe un grand nombre de projets dans le cadre desquels la participation des personnes en situation de pauvreté ou des jeunes issus de l'immigration est mise à l'ordre du jour. Mais il s'agit trop souvent d'un chiffre imposé, d'une forme de participation artificielle. Il nous faut d'autres Zohras pour faire bouger les lignes sans relâche.

Jusqu'à ce que nous, en tant que société, soyons éveillés à cette réalité et le restions.

Il est temps d'écouter davantage de récits de jeunes et sur les jeunes, ainsi que d'organisations de jeunesse qui se distinguent par leur présence au premier plan.

Une étape primordiale vers la justice sociale consiste à écouter ceux qui sont victimes d'injustices sociales.



3

EN PREMIÈRE LIGNE ? MAIS CONTRE QUOI ?

Jeroen Kemel, Babette Träger, Marlies D’heretoge, Emily Mortier, Peter Van Mullem,
Lindsay De Langhe, Kaat De Smet, Oona Platel, Alex Lingier, Mihaïl Soloviov,
Tish Moerman, Bart Van Bouchaute, Reyhan Görgöz en Peter Cristiaensen

On parle de politisation lorsqu'un individu ou un groupe est confronté à une injustice et la dénonce. Nous nous sommes déjà engagés dans cette voie. Mais comment s'y prendre à présent ? De quelle manière ces personnes peuvent-elles revendiquer un changement et faire un constat public ?

Dans un souci de clarification, nous différencions un certain nombre de stratégies possibles pour développer la politisation.

La première prépare en quelque sorte le terrain pour les suivantes. Tout le monde n'étant pas directement concernés, nous parlons d'une étape importante dans le processus de **sensibilisation**.

À ce stade, les idées peuvent être développées aux fins de **mettre en évidence une situation problématique**.

L'étape suivante consiste à **revendiquer le changement**.

Il est également possible d'aborder différemment ce sujet, et de concevoir la façon dont il est possible d'opérer un **changement soi-même**.

Et toutes ces solutions peuvent consister en des **actions en ligne ou hors ligne**, ou en un compromis des deux.

Elles sont souvent associées les unes aux autres et constituent une étape du cheminement vers l'étape suivante.

PRISE DE CONSCIENCE



Apporter de la visibilité sur la question



Exiger le changement



Réaliser nous-même le changement

ACTIONS EN LIGNE OU HORS LIGNE

Le danger est qu'un petit nombre d'individus prendra la tête du groupe, et que tous n'y seront pas inclus.

STRATÉGIE 1

PRISE DE CONSCIENCE

Lorsque les jeunes évoquent auprès des travailleurs sociaux les injustices auxquelles ils sont confrontés, et face à l'ampleur des mauvaises expériences partagées par certains jeunes, des actions sont généralement mises en place immédiatement par les encadrants professionnels. Le danger est qu'un petit nombre d'individus prendra la tête du groupe, et que tous n'y seront pas inclus.

Ceci explique la raison pour laquelle les 'ambassadeurs' ont décidé de mettre en place un forum d'étudiants au cours de l'histoire de **l'Université Britannique**. L'objectif consistait à faire participer davantage d'étudiants, à recueillir des expériences, et à travailler en coopération. Le groupe est ainsi devenu plus solide, plus dynamique et plus confiant, jusqu'à ce que leur pétition soit lancée avec des arguments plus convaincants, et soit ensuite soumise au conseil d'administration de l'université.

La nécessité d'une **phase de prise de conscience avant de passer à l'action** a été fortement soulignée par le pédagogue brésilien Paolo Freire. Il est arrivé à la conclusion que les personnes réprimées acceptent souvent les mécanismes de leur exclusion comme "quelque chose de normal". Elles supposent également qu'elles n'ont pas d'impact sur ce phénomène.

De cette manière, ils intériorisent les mécanismes d'exclusion sociale, nécessitant un processus de prise de conscience pour briser ce fatalisme intériorisé.

Nous voyons très clairement l'importance d'une phase de prise de conscience dans une action des jeunes du KAJ concernant **le travail temporaire**.

S'AGIT-IL DU MARCHÉ MODERNE DU TRAVAIL ?

Le **A** (Arbeid ; Labour) dans KAJ est une référence historique aux jeunes travaillistes, mais tout le monde est désormais bienvenu dans ce mouvement flamand : les jeunes de toutes formations confondues, les jeunes adultes qui travaillent, cherchent un emploi ou se trouvent dans une situation de travail précaire. Lors d'un congrès, il y a quelques années, un thème a émergé suscitant les frustrations d'un grand nombre de membres : le **travail temporaire**. Le KAJ a organisé un débat à ce sujet avec des personnes du gouvernement, du syndicat et un spécialiste du marché du travail. Les jeunes ont raconté leurs expériences, mais se sont retrouvés face à un mur. "Le travail temporaire assure un nouvel afflux sur le marché du travail, et les jeunes apprennent progressivement les tenants et les aboutissants de la profession et les bonnes attitudes de travail", tel était l'avis général. Les jeunes ont bien compris le message : "Si le travail temporaire ne vous convient pas, c'est que quelque chose ne va pas au niveau de votre mentalité, votre éducation ou vos compétences".

Cette douche froide a provoqué un basculement dans l'organisation. Les abus dans le travail temporaire exigeraient une plus grande prise de conscience de la part de tous les acteurs ainsi que des travailleurs de jeunesse. Eux-mêmes sont confrontés à des préjugés sur leurs jeunes, et se trouvent dans l'incompréhension face à leur comportement parfois inadéquat dans les agences d'intérim, comme une forme de protestation contre un secteur qui les utilise comme un jouet, un système qu'ils ne maîtrisent absolument pas. Ce qui amène à la conclusion que les jeunes devraient être écoutés beaucoup plus attentivement.

Dans un **premier temps**, les accompagnants ont évoqué leurs expériences dans les agences intérimaires auprès de jeunes gens de différentes villes. Au cours de ces entretiens, beaucoup de points ont émergé.

“ L'agence d'intérim a appelé la semaine dernière pour un poste vacant dans une entreprise. A mon arrivée sur place, il s'est avéré que ce poste n'existait pas. On voulait juste m'inclure dans le fichier.

Je devais me présenter pour un emploi dans une usine à 5 heures du matin, mais une fois sur place, il y avait dix personnes pour deux emplois. Ils avaient juste demandé plus de jeunes pour être sûrs de pouvoir en employer deux "bons" ce jour-là.

L'action n'a pas été de tout repos. Des agences d'intérim ont appelé la police pour cause de "nuisance". Ou encore, les jeunes ont reçu des messages annonçant qu'ils pouvaient "oublier" un emploi s'ils devaient parler aux enquêteurs. Les animateurs ont cependant continué : ils ont écouté, noté des choses et accepté à nouveau de vérifier avec les témoins et d'en parler. On se rend compte que les pratiques appliquées ne sont pas "normales". Certains jeunes sont venus aider à recueillir les histoires.

Dans un **deuxième temps**, les animateurs et les jeunes ont réuni tous les témoins lors d'un week-end de formation. A cette occasion, ils ont analysé les faits et les conséquences : "d'un contrat à durée indéterminée promis, mais n'arrive jamais, résultant à la non obtention de prêt voiture pour

un jeune, et ce que cela implique pour lui ". S'en suivaient des discussions sur ce que les jeunes attendent d'un emploi, ce que travailler signifie dans la vie, ce qu'est un travail digne, etc.

Contre toute attente, les jeunes ne souhaitaient pas prendre des mesures immédiates contre les agences d'intérim. Il était à leur avis plus important de renverser l'image qu'avaient d'eux leurs parents, amis et famille, et de traduire leur indignation dans un morceau de rap et une pièce de théâtre. S'en sont suivi l'écriture d'un article de presse et la mise en place de petites actions dans différentes villes. L'intérêt pour cette cause a peu à peu grandi dans la presse régionale, sans y changer grand-chose.

Cela a conduit à une **troisième phase**, encore plus ambitieuse. Un petit groupe actif a commencé à recueillir davantage d'histoires et à en faire l'analyse, en vue de les présenter lors d'une journée d'étude, aux membres des syndicats des grandes entreprises et aux employés des agences d'intérim. La discussion qui a suivi a permis une grande prise de conscience. Les membres du syndicat ont réalisé qu'ils avaient trop facilement accepté un "substrat" d'emplois temporaires dans

leur entreprise afin de pouvoir continuer à assurer une telle position à la majorité des employés.

“ A votre âge, je faisais la même chose. J'étais aussi peu réactif, le soir je passais plus de temps au pub qu'à la maison. Mais le fait de pouvoir commencer un travail, grâce à quelques personnes plus âgées, m'a permis de trouver ma voie, dans mon travail et dans ma vie. Grâce à cela, j'ai maintenant les pieds sur terre. Je me rends compte maintenant que si nous ne voulons pas vous soutenir maintenant, beaucoup d'entre vous ne trouveront jamais leur chemin vers la décence.

Dans un dernier temps, les nombreux faits, analyses et propositions ont été rassemblés dans un **Livre Noir 'Travail temporaire', intitulé "Is this now the modern labour market"**. Avec ce livre, les jeunes activistes et les travailleurs de jeunesse ont interpellé les décideurs politiques, les responsables syndicaux et les gestionnaires des agences d'intérim. Une longue phase de sensibilisation avait jeté les bases d'actions qui ont bouleversé le secteur de l'intérim en profondeur.



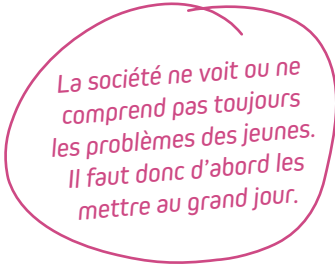
STRATÉGIE 2

APPORTER DE LA VISIBILITÉ SUR LA QUESTION

Les jeunes ressentent parfois une forme d'injustice profonde, mais la société ne voit ni ne comprend leurs problèmes. Ce qui explique qu'il est important de les mettre au grand jour.

Cela peut se faire de différentes façons. Les jeunes et les organisations de jeunesse ont fréquemment recours à des **formes d'expression artistiques**. Il existe maints exemples d'expositions, de documentaires, de formes théâtrales, de musique, de poésie, de graffitis ou de slam, qui ont pour ambition de rendre ces questions visibles et audibles.

De cette grande variété de projets artistiques et politiques, nous tirons un exemple d'Amsterdam.



La société ne voit ou ne comprend pas toujours les problèmes des jeunes. Il faut donc d'abord les mettre au grand jour.

“LOSTWORDS”

“Faites entendre votre voix pendant “Lostwords” !”

Avec cette dénomination, le collectif de théâtre d'Amsterdam “LostProject generation Z” souhaite engager le dialogue sur les défis et les opportunités qui concernent les jeunes d'Amsterdam. La sexualité, les médias sociaux, le rejet, l'argent, le genre, Tinder, l'inégalité, la crise et la mondialisation ne sont que quelques exemples de thèmes déjà abordés. Par exemple, des “LostWords” ont récemment été organisés sur le grand plan directeur de la ville concernant l'habitabilité d'Amsterdam “Zuid-Oost”.

Les “LostWords” sont des “débat

Parmi les organisations qui ont demandé à Lost-Project de réaliser une série de mots perdus, figure l’“Amsterdamse Ouder en Kind Team” (OKT ; équipe parents-enfants). Actif dans le domaine du soutien à l'éducation, ce service d'aide à la jeunesse cherche par ce projet, à faciliter les relations entre les jeunes, les familles et les professionnels. Le spectacle ‘Man Down’, traite des attentes que l'on a en grandissant et en devenant un homme. Cette méthode donne lieu à des **discussions inhabituelles**, dont le point de départ est le langage, l'esthétique et les expériences des jeunes.

“ Sur la scène se trouve une grande cage, où huit jeunes gens sont emprisonnés. Ils y partagent l'amour et le chagrin et vivent des émotions contradictoires. Parfois, quelqu'un va s'asseoir sur le bord et réfléchit aux images limitatives de “l'homme”, ainsi qu'à la pression que les jeunes de ce groupe subissent de toutes parts. Un jeune sort de la cage sous les protestations bruyantes des autres, un autre est jeté violemment dehors. La cage constitue une limite, mais offre également la protection et la sécurité de l'unité du groupe.

ELENA PONZONI AND FEMKE KAULINGFREKS,
CHERCHEUR

Man Down est drôle, intense et parfois même violent. La “performance” est née des expériences personnelles des jeunes acteurs. Ils viennent de “quartiers difficiles”, passent beaucoup de temps dans la rue et constituent un groupe où l'image négative rend difficile la simple “rencontre”. Les travailleurs de jeunesse, la police ou la municipalité les considèrent plus souvent comme des agresseurs ou des victimes potentiels que comme des êtres humains égaux. Ils ont parfois l'impression d'être considérés comme une **“espèce animale étrange”**, parce que les prestataires de services publics ne s'intéressent qu'aux aspects problématiques de leur vie, tandis que d'autres pans de leur univers d'expérience restent sous-exposés.



De tels processus de **“nous” contre “eux”** (“othering”) entraînent une grande divergence entre les jeunes et les professionnels. Les participants se rendent mieux compte que cette divergence est cachée dans des structures, des images et des représentations de similitude et de différence, que nous créons et entretenons ensemble. Du chercheur sur la jeunesse au décideur politique, du conseiller pour les parents et les enfants au “jeune de la rue”. Une deuxième étape est nécessaire : lorsque nous voulons aborder quelqu’un, nous devons être prêts à réfléchir à notre propre position dans ces structures et à mettre provisoirement notre propre opinion entre parenthèses.

La performance met en lumière des expériences et des perspectives qui sont moins évidentes. Il devient alors possible de rechercher dans un espace sûr, sa propre posture et ses points faibles au travers de l’histoire de l’autre personne. Les jeunes pourraient ainsi, par exemple, expliquer aux professionnels comment ils perçoivent l’aide professionnelle et comment ils la reçoivent lorsque leurs parents participent à un projet de soutien. Ou encore, des groupes de garçons et

de filles pourraient écouter pour la première fois les sentiments et les expériences des autres concernant le sexting et la honte. Les jeunes ont expliqué qu’ils subissaient une pression sociale pour participer à ces activités. Mais également qu’ils reçoivent très peu de soutien de la part des adultes, alors que les filles se voient effectivement proposer des programmes de sensibilisation et des groupes de discussion.

“ La création d’un espace à risque dans lequel les gens se questionnent les uns les autres, à la fois sur le plan personnel et professionnel, pourrait être le début de l’instauration d’une plus grande confiance mutuelle dans le quartier. En définitive, le pouvoir de ces espaces à risque réside notamment dans la perturbation de l’état normal des choses.

ELENA PONZONI AND FEMKE KAULINGFREKS,
CHERCHEURS

www LOSTPROJECT.NL

STRATÉGIE 3

EXIGER LE CHANGEMENT

On met parfois l'accent sur la contestation d'une situation particulière, ou sur des revendications concrètes qui offrent ces solutions.

Pour de nombreux jeunes et leurs superviseurs, il ne s'agit pas seulement de souligner les problèmes, mais également de tirer la sonnette d'alarme. Mettre des propositions sur la table, exiger des changements. Les étudiants britanniques ont exigé zéro tolérance en matière de racisme et de discrimination sur leur campus universitaire, ni plus, ni moins. Et les jeunes du KAJ ont présenté aux syndicats et aux agences d'intérim un livre noir très explicite concernant les abus dans ce secteur de l'emploi.

Il existait auparavant des démarches prudentes et polies : une pétition, une lettre ouverte, un débat, etc. Mais les choses peuvent aussi être plus dures. Les boycotts, les manifestations ou les occupations ne demeurent pas toujours courtoises, mais recherchent sciemment la confrontation.

L'accent est parfois mis sur **la remise** en cause d'une situation particulière, parfois sur des **revendications concrètes** qu'offrent ces solutions. Le cas échéant, la forme d'action choisie représente généralement un levier pour susciter le dialogue.

Examinons deux exemples de plus près :

- En automne 2019, tous les médias se sont brutalement retrouvés à marcher sur la tête : des milliers de **jeunes faisant l'école buissonnière**, se sont rendus à Bruxelles un jour de classe pour exiger une politique climatique différente.
- Vous les avez déjà vus sur la couverture de ce livre : la cabane à rêves où les jeunes d'Anvers élaborent les propositions **J100** à présenter aux décideurs politiques.

L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE POUR LE CLIMAT



L'exemple le plus connu de ces dernières années est sans doute celui des jeunes qui font l'école buissonnière pour le climat. De nombreux jeunes ont soudain suivi les traces de Greta Thunberg, en troquant une fois par semaine les bancs de l'école pour la rue. Outre le nombre de participants, la forme d'action particulière – **“l'école buissonnière”** – a suscité beaucoup d'émoi. L'ordre existant a été profondément perturbé. “Est-ce que c'est permis et est-ce que c'est possible, des jeunes qui élèvent la voix en séchant l'école ?”. Des débats sociaux animés ont eu lieu à ce sujet, mais le fait qu'il s'agissait là de leur

propre avenir a malheureusement souvent été relégué au second plan.

Quiconque regarde la politique du gouvernement flamand et belge ou les résultats des derniers sommets climatiques, risque d'être déçu. Même après tant de protestations de la part de la jeunesse, les résultats sont faibles. D'un autre côté, les déclarations des politiciens européens de haut niveau selon lesquelles l'adoption du Green Deal européen – le premier pas réel vers une politique climatique approfondie – aurait été **impossible** sans les marches mondiales de jeunes.

MANIFESTER, CELA MÈNE-T-IL À QUELQUE CHOSE ?

Dans le podcast “Do you understand me now” du radiodiffuseur public flamand VRT, des jeunes d'une vingtaine d'années ont été soumis à une série de questions sur l'intérêt ou non de manifester. Les réponses ont pris une tournure très variée :

Misja (21 ans), de Gand, est une fervente manifestante. Descendre dans la rue avec des amis crée un sentiment de solidarité et permet de faire germer des idées dans les esprits des individus restés chez eux. Selon Misja, manifester est la seule façon de faire pression sur les gouvernants en tant que citoyen “ordinaire”. Et si vous n'êtes pas entendu, alors vous devez le faire de plus en plus fort.

Irman (21 ans) d'Anvers, pense que manifester ne sert plus à rien. Elle a elle-même participé à quelques manifestations et a constaté qu'on ne les écoutait pas. Elle trouve également dommage que les médias

se concentrent toujours sur les émeutes et la mauvaise issue des manifestations. De ce fait, le message est complètement déformé. Selon elle, il existe d'autres moyens de faire entendre sa voix comme les pétitions, les boycotts ou les actions sur les médias sociaux.

Simon (27 ans), de Louvain, est journaliste à la VRT et reste convaincu que manifester est plus pertinent que jamais. Surtout en combinant avec les médias sociaux, vous pouvez avoir un réel impact. “Avec une bonne affiche, vous pouvez faire le tour du monde”, dit-il. Mais selon lui, manifester est devenu “le nouveau passe-temps du dimanche” de nos jours. “Aujourd'hui on manifeste pour les Afghans, demain pour les oliviers en Grèce et ensuite pour les animaux domestiques en Amérique”. Il est donc impossible d'accorder une attention médiatique à toutes les manifestations.

RENCONTRES DES J100



En 2015, les travailleurs de jeunesse des quartiers d'Anvers ont relevé des signaux soulignant une vision négative des décideurs politiques, et plus particulièrement du "profilage ethnique" par la police. En retour, un certain nombre d'organisations comptant dans leur structure des jeunes en situation de vulnérabilité sociale, ont choisi d'adopter une attitude commune. Elles se sont réunies avec quelques grandes organisations de jeunesse et ont mis en place un parcours dont le point de départ était de se demander : "Comment nous, les jeunes, regardons notre ville et comment nous la concevons à l'avenir ?"

Sous la dénomination J100, onze organisations de jeunesse ont rassemblé **une centaine de jeunes d'horizons divers**. Chacun a contribué sur la base de sa propre perspective et de son propre parcours. Les réunions avaient pour thème la rencontre, l'approfondissement intrinsèque, la formulation de solutions et le travail en commun. Les animateurs de jeunesse ont facilité le processus, mais les jeunes participants ont été autorisés à déterminer eux-mêmes l'orientation.

Lors du premier **sommet J100** en novembre 2016, les jeunes ont eu l'opportunité de dialoguer avec des experts sur quatre thématiques : les médias, la police, le travail et la discrimination. Au

cours de la réunion, l'échevin de l'Action pour la jeunesse a fait entendre sa voix. La police d'Anvers a également pris part aux séances de consultation. Ce processus n'a pas été facile, mais le J100 a estimé qu'il était très important de permettre à la police et aux jeunes d'entamer un dialogue de manière pacifique, les relations se dégradant trop souvent dans la rue.

Au cours des discussions, la préoccupation est apparue sur le fait que les paroles, les idées et les rêves se perdent facilement. Un certain nombre de jeunes ont proposé de construire une cabane dans les arbres, "**cabane de rêve**" où se trouverait un véritable espace de dialogue et de rencontre, lieu symbole de réflexion pour les jeunes.

À l'automne 2020, cette cabane de rêve s'est concrétisée. Si de nombreux politiciens étaient présents lors de l'inauguration, quelques jeunes ont eux-mêmes en coupé le ruban. Vue de l'extérieur, la construction ressemble à un château d'eau dont le sommet est sphérique, et à l'intérieur, elle est équipée de bancs circulaires, propices aux séances de rêve et aux débats.

La crise du Covid a interrompu le rythme des **réunions** mensuelles des **J100** accueillant la participation de 50 à 150 jeunes, ainsi que du



sommet annuel de J100 avec un nombre plus élevé de participants.

“ En tant que travailleurs de jeunesse, nous efforçons sans cesse de détecter les signaux des jeunes. Nous les invitons à des **discussions** en petits groupes qui permettront de rassembler les opinions. Les jeunes remarquent les uns et les autres qu'ils évoluent avec les mêmes préoccupations, et cherchent des réponses et des propositions concrètes. En amont d'un **sommet**, nous préparons avec eux des ateliers et des activités de groupe.

Nous cherchons ensemble la meilleure formule, mais ce sont eux qui déterminent le contenu et choisissent qui prendra la parole. Un tel événement est ponctué par des temps de dialogue avec les décideurs politiques, après quoi nous évaluons ensemble si les participants ont été à l'écoute, s'il est possible de faire plus, s'il nous faut adapter notre stratégie, inviter quelqu'un d'autre, etc...

L'une des conférences a eu lieu avec notre maire, mais sans grand succès car les jeunes se sont sentis stigmatisés. Certains responsables politiques leur ont, en revanche, donné le sentiment d'être écoutés, et le ministre de la Jeunesse est venu en personne nous rendre visite.

ILIAS, MOURAD AND SAMIR,
SUPERVISEURS J100

“ Notre principale préoccupation était que les décideurs politiques frappent à notre porte concernant des problèmes ou d'émeutes, ce qui nous aurait alors contraints de réagir. Or, nous voulons avoir une longueur d'avance sur les décideurs politiques, et être impliqués de manière proactive. Les jeunes du J100, en tant que partenaires de discussion structurel, voilà l'objectif.

FILIP,
COORDINATEUR J100

STRATÉGIE 4

RÉALISER NOUS-MÊME LE CHANGEMENT

La politisation est bien souvent réduite à un processus par lequel les gens “exigent un changement”. Mais il existe une autre voie : prendre les choses en main et “faire le changement”. En d’autres termes, il s’agit de se lancer soi-même et de commencer quelque chose de nouveau, la plupart du temps à petite échelle. En n’attendant pas les gouvernements ou d’autres organismes et en réalisant eux-mêmes un “projet pilote”, les intéressés veulent montrer à la société qu’il est possible de faire autrement. Cette pratique est désignée par le terme de “préfiguration”.

Deux exemples récents :

- En l’absence du conseil municipal de Menin, un groupe de jeunes prend les choses en main et installe des **appareils de fitness** dans un parc.
- Le conseil municipal de Gand souhaitant vendre un bâtiment historique abritant des logements sociaux, les jeunes reprennent eux-mêmes le bâtiment.

Ne pas attendre les gouvernements et entreprendre eux-mêmes un “projet pilote”, telle est la manière dont des citoyens ont voulu faire comprendre à la société qu’il était possible de procéder différemment.

UNE MACHINE FITNESS DANS SON PROPRE QUARTIER



“ Me rendre dans de nombreux quartiers et parcs publics m’a permis de faire la connaissance de nombreux jeunes pleins d’enthousiasme pour faire de Menin non pas la ville la plus marginale mais la ville la plus cool de Flandre. Au cours de l’été 2018, l’un d’eux m’a rendu visite avec quelques amis, tous porteurs d’un projet de construction dans leur quartier, qui leur permettrait d’y faire de l’exercice. Aujourd’hui encore, 3 ans plus tard, on peut les voir dans le parc, dans le cadre d’un atelier destiné à un groupe de jeunes invités qui ont le même enthousiasme qu’eux il y a 3 ans.

FACEBOOK POST BY JONATHAN, JEUNE TRAVAILLEUR DU BÂTIMENT À MENIN

Des appareils de fitness avaient été installés à Menin, mais pas de l’autre côté de la ville. L’idée de **réaliser eux-mêmes une installation** a été immédiatement proposée par les jeunes eux-mêmes lors de la première réunion. Ils ont examiné la façon dont ils pourraient élaborer ce projet de manière pratique, ainsi que le prix de revient des matériaux. Le groupe a soumis une demande de soutien financier à la mairie, mais sans réponse.

Les jeunes se sont finalement lancés, au cours de l’été 2018. Les réactions dans le quartier ont été positives. Les jeunes enfants sont venus regarder par curiosité, les jeunes plus âgés ont relevé leurs manches, et le voisinage a également proposé son aide : “Utilisez ma scie sauteuse, cela fonctionnera mieux”. Il n’a pas fallu longtemps pour qu’un article de journal paraisse, ce à quoi la ville a réagi. Les autorités municipales ont en effet trouvé dommage de devoir l’apprendre par les médias (alors qu’une demande avait été faite en ce sens). Il semblait que le conseil trouvait surtout dommage de ne pas y participer, car les réactions générales – également sur les médias sociaux – étaient positives.

Après la fin de la construction, la ville elle-même est entrée en action. Elle a accordé un permis et s’est assurée que les fondations étaient bonnes. En outre, en 2020, elle a pris l’initiative de placer des appareils de fitness dans la partie centrale de la ville. Depuis 2021, les cours de fitness s’y poursuivent, encadrés par un jeune du groupe fondateur initial.

Cette petite expérience a conduit à une grande découverte.



EN 'T PAND?
HET SPANDE
VOORT...

MI
CASA
SU
KASSA

LA VILLE APPARTIENT À TOUS

Un certain nombre de jeunes militants issus de divers collectifs Gantois, unissent leurs efforts au printemps 2021 pour occuper le bâtiment Het Pand à Gand. Le bâtiment, qui fait partie du monastère historique des Carmélites, offre actuellement un espace pour 32 logements sociaux. Les habitants se verront contraints de quitter Het Pand car le propriétaire, société de logement social WoninGent, trouve la rénovation trop coûteuse et souhaite vendre le bâtiment. Les squatters qui se font appeler “Pandemisten” s’opposent à une telle vente vers le marché privé. Ils estiment effectivement que les habitants et les Gantois doivent avoir leur mot à dire sur ces intentions. Par le biais de tracts, ils invitent les citoyens et les habitants du quartier à discuter de l’avenir du bâtiment :

“ Nous avons occupé Het Pand parce que nous sommes contre la vente de ce magnifique bien public. La vente est menée discrètement par la ville et nous considérons cela comme de mauvais augure. Les habitants seront mis à la porte de leur maison pour un projet dont seuls quelques hauts fonctionnaires

bénéficieront. Nous sommes contre la privatisation et la chasse à l’argent de la politique actuelle, une ville est à tout le monde.

PANDEMISTEN

Le propriétaire invite les occupants à quitter le monastère, décision qui sera confirmée par un juge de paix. Mais les militants ne sont pas décidés à partir. Avec un cortège de sympathisants, des banderoles et des slogans, ils défilent dans le centre-ville. Ils recueillent plus de **1 500 signatures** pour pouvoir expliquer leur proposition au conseil municipal. Le point n’étant pas inscrit à l’ordre du jour, un certain nombre de militants demandent en silence à pouvoir prendre la parole en levant la main. Mais elle ne leur est pas donnée. Le président du conseil municipal les fait sortir de la salle une demi-heure plus tard.

Le 6 décembre, une nouvelle manifestation contre l’expulsion a lieu en compagnie de “Sinterkraak” (Santa squatter). L’occupation de Het Pand devient un cas de plus en plus représentatif de la



SPAN-
MEND!

problématique du logement. Quelques jours plus tard, ils quittent le bâtiment de manière pacifique pour le squatter de nouveau quelques semaines plus tard. Les squatters de Pandemisten invitent tous les citoyens qui se sentent concernés par leur combat à venir leur prêter main forte : “Jusqu’à ce que la ville fournisse un plan d’occupation sociale temporaire avec une possibilité de logement, nous ferons tout notre possible pour que cette occupation temporaire ait lieu par nos propres moyens.”

Les réflexions sur cette occupation sont nombreuses. Ouvrir Het Pand au public et permettre aux Gantois de participer aux décisions sont des points de départ essentiels. L’idée d’une “ville libre”, lieu unique du centre où les gens ont la possibilité de se rendre sans être obligés de consommer, est concrétisée par des initiatives à petite échelle telles qu’une **cuisine populaire** et

une **boutique de dons**. Des conseils populaires, des ateliers d’improvisation et des prestations sont organisés, et chacun peut ainsi profiter de la tranquillité de l’endroit.

Enfin, les squatters de Pandemisten remettent symboliquement les clés à deux associations à but non lucratif qui, avec l’accord de la ville, ouvriront à Het Pand, un centre d’accueil pour les jeunes en situation précaire. “Cela coïncide parfaitement avec nos objectifs”, décident les militants, “mais s’il s’avère que les occupants temporaires doivent un jour céder la place à une vente et que Het Pand ne reste donc plus public, nous serons à nouveau prêts à le défendre.”

L’histoire des squatters de Pandemisten illustre la manière dont **une occupation de nature temporaire** (“faire du changement”) est liée à des **actions plus larges** (“exiger du changement”).

OPTIONS: HORS LIGNE OR EN LIGNE

*Les initiatives en ligne
et hors ligne peuvent se
renforcer mutuellement,
à condition de trouver
le bon équilibre.*

Sans sa publication sur Instagram, l'histoire de **Zohra** n'aurait jamais été publiée. Aujourd'hui, la plupart des organisations de jeunesse de **Lost-Project** au **J100** ont leur propre site web et leurs propres canaux de médias sociaux. Pour savoir comment vont les squatters de **Pandemisten**, il suffit de consulter Facebook. Les moyens classiques d'action hors ligne sont appliqués en ligne plus rapidement et plus efficacement, ne serait-ce que les pétitions. Mobiliser les gens au moyen d'affiches et de tracts est désormais beaucoup moins fréquent.

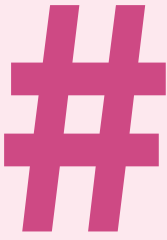
Les médias sociaux ou d'autres outils numériques peuvent fonctionner comme un énorme **mégaphone** pour sensibiliser plus largement, rendre les problèmes visibles ou exiger des changements. Il est à présent possible de publier des articles en ligne et de mobiliser plus largement y compris parmi les jeunes. Cette situation est très différente de celle d'autrefois, lorsque la publication d'un article d'opinion dans un journal était réservée aux adultes expérimentés. Et de plus, l'utilisation des médias sociaux est peu coûteuse.

Ceci dit, la numérisation est synonyme à des **dé-**

fis. La concurrence est effectivement féroce sur les médias sociaux si l'on souhaite attirer l'attention, ne serait-ce que pour quelques secondes. Sortir de sa bulle de filtres n'est pas aussi facile qu'il y paraît. En outre, ces médias peuvent aussi être **un lieu impitoyable** où des ripostes non nuancées ou personnelles peuvent frapper les jeunes.

La numérisation a-t-elle facilité la mise en place d'actions de politisation ? La réponse est à **double tranchant**. Les possibilités numériques ont en effet abaissé le seuil à partir duquel on peut rendre une question visible ou exiger quelque chose. Selon un groupe de recherche de l'université de Gand, la signature d'une pétition en ligne est actuellement la plus courante des modalités d'action. Plus de 80 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles l'avaient déjà fait. Mais en parallèle, un grand nombre de personnes doutent de son impact. Le monde ne changera pas en un clic ou en un "like".

Ce qui est clair en revanche, c'est que les initiatives en ligne et hors ligne peuvent **se renforcer mutuellement**, à condition de trouver le bon équilibre.



HASHTAGTIVISME

Un moyen souvent utilisé pour diffuser numériquement un message est l'utilisation d'un hashtag. Les exemples les plus connus sont sans aucun doute **#BlackLivesMatter** et **#MeToo**. Les hashtags permettent de mettre en lien des personnes du monde entier qui se sentent concernées par un même problème. Elles peuvent alors coordonner leurs actions ainsi de renforcer leur impact. La vitesse à laquelle la contestation autour de Black Lives Matter s'est propagée de manière homogène dans le monde en ligne et dans les médias traditionnels en est la preuve.

#Trotsop075 (Fierde075) a été créé par de jeunes habitants du quartier de Polenburg à Zaanstad, aux Pays-Bas. Il y a quelques années, le quartier a été dépeint de manière négative dans les journaux par les vlogs d'Ismail, un jeune garçon qui flânait la vie dans la rue. Ses vlogs ont été très regardés et de nombreux jeunes sont venus flâner près du supermarché où l'on trouvait toujours Ismail. Cependant, des troubles avec la police sont survenus et l'ensemble des Pays-Bas ont réagi avec indignation. Depuis lors, Poelenburg fait de plus en plus souvent la une des journaux en tant que **"quartier à problèmes"**, où les habitants, principalement turco-néerlandais, ne seraient pas suffisamment intégrés. #

Un certain nombre de jeunes ont donc lancé **#Trotsop075** sur Instagram. Ils voulaient attirer à eux les reportages sur leur quartier, et montrer au monde extérieur à quel point ils en sont fiers.

À la manière de "Humans of New York", ils postent chaque semaine le portrait d'un habitant racontant son histoire. De jeunes influenceurs réalisent des Insta-Stories sur leur vie sous le même hashtag.

En bref, en déployant des outils numériques, ils font converger l'image de leur quartier sur eux et tentent de rendre leur récit public.

#BalanceTonBar est un autre exemple qui illustre le fait que, fin 2021, un hashtag a beaucoup fait bouger les choses. Tout a commencé dans la sous-commune bruxelloise d'Elsene. Plusieurs jeunes femmes ont rapporté qu'au cours d'une soirée, elles avaient été droguées, puis harcelées ou violées. Le suspect numéro 1 semble être un barman qui a travaillé dans deux bars différents.

Avec le lancement du hashtag, de nombreux autres témoins se sont manifestés. Les barmen ne semblent pas être le seul problème, car d'autres clients appliquent souvent la même pratique. De nombreuses jeunes femmes se sont reconnues dans ces histoires, provoquant un ensemble de manifestations spontanées, certaines comptant plus de 1000 participants.

Un appel au boycott de divers bars a suivi et l'action s'est déplacée à Liège, à Gand, en France et en Espagne notamment. L'hashtag a même circulé au Brésil et au Canada. De nombreuses villes françaises ont désormais leur propre page Instagram.





4

KIT DE POLITISATION PAR SOI-MÊME

Marte Ingels, Shinya Xuan, Tina De Gendt, Bart
Van Bouchaute, Reyhan Görgöz en Peter Cristiaensen



AUCUN ENFANT DANS LES RUES

Qu'une **crise du logement** règne en Flandre depuis de nombreuses années est une évidence. Comme il n'y a pas assez de logements sociaux (et que les listes d'attente sont trop longues), les personnes à faibles revenus sont affectées au segment le plus bas du marché locatif privé. Là, la concurrence est énorme, les prix des loyers sont élevés et la qualité de vie faible. Le sans-abrisme est la triste conséquence de ce problème social pour un certain nombre de familles.

C'était déjà le cas en 2017 à Gand. À un moment donné, un certain nombre de familles ont perdu leur maison. Par nécessité, elles ont dormi la nuit dans le parc de la ville, pour ensuite ne plus sortir du cercle vicieux du sans-abrisme, du couch surfing, de l'hébergement temporaire, des abris de nuit et du sans-abrisme à nouveau. Mi-août 2017 des animateurs jeunesse ont tiré la sonnette d'alarme. Autour de la table avec un certain nombre d'autres organisations et avec les services de la ville tels que le service jeunesse, ils sont rapidement arrivés à la conclusion que quelque chose devait être fait.

L'une des organisations impliquées était **Jong Gent in Actie (JGIA ; Jeunes Gantois en Action)**,

une organisation pour les 14 à 26 ans qui fait partie du 'Mouvement des personnes à faible revenu et des enfants'. Elle offre aux jeunes un lieu où sont organisées des activités ludiques, mais où les animateurs de jeunesse offrent également une oreille attentive. À leur tour, les jeunes s'engagent à partager leurs expériences de la pauvreté et de l'exclusion et à agir ensemble pour y remédier.

“ Le logement était déjà notre thématique principale depuis quelques années. Nous avons donc déjà acquis une certaine compréhension des problématiques. Cependant, si vous réalisez ensemble une activité par la suite et que vous apprenez des jeunes qu'ils ont dû, la nuit précédente, à nouveau chercher un endroit pour dormir, et que ce dernier s'est avéré être un banc dans le parc, alors vous en savez assez. Nous devons le signaler. Heureusement, un certain nombre de personnes qui avaient l'habitude d'agir se joignirent à notre consultation. Les choses se sont ainsi très rapidement développées de bas en haut. Nos jeunes ont tout de suite eu envie de rejoindre

ce mouvement. Certains se sont même rendus régulièrement aux réunions de consultation et ont fait part de leurs réflexions à notre groupe.

THISKA,
RESPONSABLE DU PROJET JGIA

Une dynamique s'est amorcée et d'autres partenaires se sont joints à l'action, comme l'Union des locataires, des organisations de lutte contre la pauvreté, le travail socio-artistique, un syndicat et une grande organisation d'aide sociale. En moins de deux mois, le projet est passé d'une discussion interne à une **action publique très médiatisée**. Concrètement, l'action a été caractérisée par une marche de protestation qui s'est terminée aux pieds de l'hôtel de ville de Gand. Les militants ont entamé une discussion avec les passants ainsi qu'avec les responsables politiques. "Nous voyons cela comme un signal d'alarme", a répondu l'adjoint Gantois au logement, qui a prononcé un bref discours. "Merci de nous tendre ce miroir", a déclaré le président du CPAS (Centre public d'action sociale).

"Le jeune Gand en action" a obtenu un rôle central dans chaque phase de ce processus. En se réunissant, en faisant du brainstorming et en démontrant leur créativité, les jeunes étaient **co-créateurs** de l'action. Leurs expériences en matière de logement ont été traitées dans le communiqué de presse. Les enfants ont marché devant, avec les mêmes slogans et bannières peints. Ils ont construit une "favela" sous l'hôtel de ville et ont joué de la musique. C'est ainsi qu'est né un groupe de samba qui, depuis, a servi de support à de nombreuses actions.

Tout cela a finalement conduit à une plus forte mobilisation des grandes organisations d'aide sociale, et à la création d'un groupe de travail sur le logement à Gand. Par ailleurs, la crise du logement est devenue le **thème principal de campagne lors des élections locales** de 2018. Dans le nouvel accord du conseil municipal de Gand, quatre-vingt-dix millions d'euros ont été dédiés à une meilleure approche.

“ Rétrospectivement, nous avons toujours le sentiment que nous faisons quelque chose de significatif. Qu'une force de proposition du groupe de travail sur le logement en ait résulté, cela signifiait bien quelque chose. Après les élections, il a été fait état de budgets pour le nouvel adjoint au logement. Aujourd'hui ou demain, je lui adresserai une lettre pour lui demander d'inclure définitivement notre groupe cible dans ce projet. Parce qu'en tant que responsable de projet, je vois tellement de choses et cela me frustre. Dans quelles conditions vivent nos jeunes, et comment est-ce possible ?

THISKA,
RESPONSABLE DE PROJET JGIA

Mars 2021. Une nouvelle action est motivée par le premier **"comptage des sans-abri"** réalisé de manière scientifique en Belgique. Coordonnés par la Fondation Roi Baudouin, des chercheurs des universités de Louvain et de Liège ont recueilli les chiffres des sans-abris dans les villes de Liège, Aarlen, Gand et la province du Limbourg. Les résultats les plus remarquables : 1) les chiffres sont plus élevés que prévu (à Gand, 37 organisations sociales ont recensé 1873 sans-abris) et 2) de nombreux enfants et jeunes sont concernés (404 à Gand).

“ Suite à l'annonce de ces chiffres, le sentiment d'indignation était grand et le réseau Gantois s'est remobilisé. Il en a résulté une action au pied de l'hôtel de ville, au cours de laquelle nous avons à nouveau fait état du problème du logement à l'aide de modélisations. Nous avons participé en tant que Jong Gent in Actie, mais nous avons été beaucoup moins actifs que lors des actions précédentes. Nous avons le sentiment que nos jeunes en ont assez de ce thème. Ils y ont beaucoup travaillé pendant des années et en ont marre de cette situation.

ANDREAS,
JGIA GROUP WORKER

CINQ QUESTIONS ESSENTIELLES (ET UN ÉLAN DERÉPONSE)

L'exemple de **JGIA** est un très bon pas en avant dans la manière d'aborder un processus de politisation. Aucun tutoriel à ce sujet n'est proposé sur YouTube. Nous énumérerons donc un certain nombre d'étapes essentielles, liées à une série de questions. Avec toutefois au préalable cet avertissement : dans la pratique, le travail de politisation se déroule rarement par étapes planifiées. Il s'agira donc d'un parcours évolutif et adaptatif, semé d'actions et de réactions, d'improvisations et de remises en question.

QUESTION PRÉALABLE EXISTE-T-IL UNE RELATION CONFIDENTIELLE ?

Une condition s'impose pour que puisse être menée à bien une action de politisation avec les jeunes – et pour que le travail soit simplement politisé. Il s'agit d'une condition de base sans laquelle il ne peut y avoir de travail de politisation : Une relation confidentielle entre les jeunes et leurs encadrants professionnels, un **climat de sécurité**. Sans confiance, les travailleurs de jeunesse recevront peu de signaux, et il leur sera difficile de réaliser quelle qu'action politique.

Cet aspect étant très important, nous lui consacrons un chapitre spécifique (De la sécurité au courage).

QUESTION 1 Y A-T-IL UN PROBLÈME ? UNE QUESTION D'INJUSTICE COLLECTIVE ?

En tant qu'éducateur, vous avez sans doute déjà été confronté à des jeunes qui viennent vous confier leurs inquiétudes. Des incidents personnels derrière lesquels se cachent souvent des histoires de privation, d'incompréhension ou de discrimination. Des injustices économiques, culturelles ou politiques, pour reprendre une dernière fois la terminologie de Fraser. Que faire de tout cela en tant qu'animateur de jeunesse ?

Plusieurs options s'offrent à vous. Vous pouvez laisser le problème de côté, ou chercher des solutions individuelles aux plaintes. Mais il vous est également possible de faire la même chose que

les animateurs de **JGIA**, que les **étudiants** de l'université britannique sur la discrimination, ou que **les jeunes du KAJ** avec travail temporaire : établir un lien entre les histoires et chercher ensemble ce qu'il est possible de faire.

Il est très probable que votre choix, en tant qu'éducateur, soit influencé par différents facteurs :

- La façon dont vous concevez votre rôle d'animateur de jeunesse : Plutôt comme professionnel de santé individuel ou travailleur de groupe prioritaire ?
- Quel espace occupez-vous ? Comment vos collaborateurs et votre organisation voient-ils cela ? Êtes-vous soutenu dans votre démarche, ou plutôt limité ?
- Quelles réflexions et sentiments prévalent ? Un certain fatalisme parce que les problèmes ont été détectés trop régulièrement ? Ou l'indignation que quelque chose devrait vraiment être fait avec ces récits ?

Tout le monde ne se sent pas assez fort pour entreprendre le chemin aventureux et chaotique de la politisation. Tous ne se sentent pas suffisamment épaulés, formés ou expérimentés. La politisation requiert du courage. Et oui, c'est aux travailleurs de jeunesse de créer un espace pour le travail de politisation. Toutefois, la responsabilité ne leur incombe pas exclusivement. Travailler de manière à se politiser nécessite également de l'espace.

• De la part des collègues

Le soutien du travailleur de jeunesse commence par celui de ses collègues. Ils sont en mesure de transmettre des connaissances intrinsèques, des compétences méthodologiques et de lui apporter un soutien émotionnel.

• Au sein de l'organisation

Question intéressante : le fait de travailler de

façon politisée est-il inscrit dans la mission de l'organisation ? Et si oui, est-ce que cela est encouragé par des personnes et des ressources ? Là encore, le soutien n'est pas toujours assuré. Il arrive que cet aspect reste limité du fait de la prudence de l'organisation, qui ne veut pas risquer de perdre des subventions, mettre en danger la bonne collaboration avec certains organismes, ou voire son image compromise auprès de l'opinion publique.

• Avec les partenaires

Des réseaux plus larges peuvent apporter une expertise intrinsèque ou méthodique, et ainsi renforcer le travail de politisation. Le soutien de la société et du gouvernement s'élargit. Toutefois, les réseaux peuvent également avoir un effet retardateur, voire paralysant, si des différences intrinsèques ou stratégiques sont en jeu.

• En société

Pour un bon nombre de catégories sociales, il n'est pas évident de révéler ses opinions. Ces groupes luttent déjà contre les préjugés ou la discrimination. Le risque en s'exprimant en public, est de renforcer les préjugés. Ou encore qu'en prenant position, les jeunes soient encore davantage stigmatisés et que leurs chances soient réduites. Il convient donc de se demander si cela en vaut la peine.

• Avec les décideurs

Politiser implique souvent de remettre en question l'ordre existant. Certains responsables politiques rencontrent des difficultés à cet égard. Cela peut mener à une lutte de pouvoir. Il peut alors s'avérer stratégique de ne pas ou de ne plus "rendre public", mais de faire du lobbying "en coulisses". Ou tout simplement de "rendre public" (à nouveau) si vous vous heurtez à un mur lors de vos activités de lobbying.

QUESTION 2

QU'AVONS-NOUS À VOIR AVEC CETTE QUESTION ? QUEL EST EXACTEMENT LE PROBLÈME ?

Si la réponse à l'étape précédente est positive, il est important de **définir** le problème **avec précision**. De quoi s'agit-il exactement ? Quelle est l'ampleur du problème ? Quelles en sont les causes et les conséquences ? Quelles sont les solutions ont déjà été proposées et/ou expérimentées ? Et bien sûr : quelle est l'importance de cette question pour nous et jusqu'où notre implication peut-elle aller ?

De nombreuses ressources pourront être utilisées pour cette analyse, tels que des articles de fond ou des émissions de télévision, et la discussion avec les jeunes. Il est également possible d'inviter des experts.

En complément, il est intéressant de se pencher sur les expériences d'autres organisations de l'action sociale au sens large. Elles sont en effet proches du milieu de vie des personnes qu'elles accompagnent, ce qui leur permet d'identifier et de nommer les problèmes, et de les rendre visibles.

Les **“zones d'influence”** permettent de réfléchir et de mesurer l'importance de cette participation pour estimer les répercussions de cette implication.

- Quelle est notre “sphère d'influence directe” ? Que pouvons-nous changer nous-mêmes, sur la base de notre propre organisation et de nos actions ?
- Quelle est notre “sphère d'influence indirecte” ? Où pouvons-nous exercer une influence en faisant pression ?
- Qu'est-ce qui se trouve “en dehors de notre sphère d'influence” ? Quelle question pouvons-nous rendre visible, mais sans que nous ayons la moindre idée si notre contribution peut conduire à un changement concret ?

QUESTION 3

POUVONS-NOUS RENDRE CETTE QUESTION PUBLIQUE ? FAUT-IL CHOISIR LA POLITISATION OU UNE AUTRE APPROCHE ?

Comme nous l'avons déjà écrit, il existe différentes méthodes efficaces, en tant que travailleur ou organisation de jeunesse, pour définir une thématique. Il est possible de prendre la défense des jeunes et de se rendre soi-même dans les services dédiés pour faire avancer les choses. Ou faire du “lobbying” en coulisses et s'adresser directement aux acteurs politiques. Cette démarche a pour but d'identifier les problèmes, d'en informer les personnes compétentes, ou de leur faire des suggestions.

Mais nous n'appellerons pas cela de la politisation. Puisque le forum public n'est pas consulté.

Attention, il peut être très utile à certains moments de ne pas politiser.

- Lorsque ce n'est pas le choix des jeunes eux-mêmes.
- Parce que vous avez déjà besoin de toute votre énergie pour des besoins individuels au sein de votre groupe, par exemple.
- Ou parce que vous avez besoin de plus de temps pour consolider votre témoignage. Ainsi,
- durant une longue période, les jeunes du KAJ ont rassemblé des témoins avant de dévoiler leurs revendications communes.
- Ou parce que vous voulez éviter de vous trouver face au mur lorsque vous découvrirez avec la dernière question que rien ou presque ne se trouve dans votre domaine de compétence.

En fin de compte, vous devez bien **sûr prendre des mesures**. Êtes-vous prêts, jeunes et animateurs, à sortir de l'ombre pour présenter les revendications ? Pour mettre en place une action de politisation, sachant que l'action entraîne généralement une réaction ? Vous en saurez plus sur ces réactions possibles dans le chapitre sur le pouvoir et le contre-pouvoir.

Nous envisageons spontanément des changements politiques concrets. Mais les objectifs peuvent aussi concerner l'opinion publique, les règles et les infrastructures, ou encore à l'image.

QUESTION 4 COMMENT POLITISER CETTE THÉMATIQUE ? QUOI ? QUI ? OÙ ALLER ? COMMENT ?

QUOI ?

Mettez-vous en lumière une injustice en particulier ? Faites-vous également des suggestions pour contribuer à la résolution des problèmes ? Ou bien commencez-vous par proposer une solution alternative à petite échelle ?

QUI ?

En tant que groupe ou organisation, entreprenez-vous de travailler seul ? Ou cherchez-vous à vous entourer de partenaires ?

D'autres organisations se préoccupent sans aucun doute également de thématiques similaires et les alliances peuvent se révéler très utiles. Sans le vaste réseau d'organisations sociales Gantoises, Jong Gent in Actie n'aurait jamais pu réaliser la manifestation **Aucun enfant dans la rue**. Sans une coalition entre onze organisations de jeunesse anversoises, pas de **J100**. "En tant que collectif, nous avons plus de poids sur la politique de la ville qu'en tant qu'organisation individuelle. Nous courons moins de risques d'être montés les uns contre les autres et nous sommes mieux protégés contre les stratégies difficiles de 'diviser pour régner'", selon Filip du J100.

Bien que les alliances conduisent également

toujours à des interrogations, et même si vous partagez un point de vue similaire, tout le monde n'est pas intrinsèquement et/ou stratégiquement sur la même longueur d'onde. Des accords sont nécessaires sur la conduite des décisions, sur la répartition des tâches, etc. Cependant, une plus large diffusion donne davantage de force, surtout si l'on s'attend à une résistance une fois le projet rendu public.

OÙ ALLER ?

Quel objectif espérez-vous atteindre ?

- Quels objectifs réalistes voulez-vous poursuivre à **court terme** ?
- Y a-t-il des **objectifs à long terme** dont vous savez qu'ils ne seront pas atteints immédiatement, mais que vous gardez néanmoins à l'esprit ?
- Vous pouvez également vous pencher sur ce que vous souhaitez atteindre comme résultat **minimum** afin de pouvoir parler d'une action qui a été réalisée avec succès.
- Ou sur ce que le résultat **optimal** pourrait être "dans un monde idéal".

Le groupe de travail sur le logement représentait un objectif minimal à court terme dont les activistes de **Aucun enfant dans la rue** ont vu l'importance. Les 404 enfants gantois recensés comme sans abri en 2021 prouvent cependant que la plupart des objectifs à long terme sont loin d'être atteints.

On estime que la formulation d'objectifs vise des **changements politique concrets**, qu'il s'agisse d'un gouvernement ou d'une institution, locale ou nationale. Mais les objectifs peuvent également concerner les concitoyens et l'opinion publique, les règles et les structures, ou encore l'imagerie. Ils peuvent être locaux, ou globaux, comme dans le contexte de la crise climatique.

Le livre blanc sur le **travail temporaire** avec lequel les jeunes du KAJ ont approché les décideurs politiques et les médias en est un bon exemple. Le processus a commencé par de nombreux entretiens individuels entre les travailleurs de jeunesse et les jeunes employés temporaires, au cours desquels l'évidence de ce qui leur était arrivé et la culpabilité personnelle ont été mises à jour. Lorsqu'ils ont réfléchi à qui ils voulaient raconter leur histoire en premier lieu, ils ont choisi – un peu surprenant pour des travailleurs de jeunesse – leurs parents et leurs amis.

Les processus de politisation sont souvent plus complexes que de “revendiquer des ajustements politique”. Il en va de même pour les objectifs.

COMMENT ?

Vous avez parcouru le chapitre “Au premier plan ! Mais comment ?”, où sont envisagées de multiples options.

- Optez-vous pour une approche à long terme de la **sensibilisation**, comme **les jeunes du KAJ** ?
- Souhaitez-vous plus particulièrement **rendre** la question **visible**, comme les participants de **LostWords** ?
- Souhaitez-vous un **changement**, comme l'a fait JGIA avec son action “**Aucun enfant dans la rue**” ?
- Ou souhaitez-vous “**apporter du changement**”, comme les jeunes de Menin qui ont construit eux-mêmes des **équipements de fitness** ?

Revendiquer le changement peut aussi se faire de bien des manières : il est possible de privilégier la recherche du **dialogue** ou d'entrer – prudemment ou résolument – dans la **confrontation**. Les professionnels et les organisations sont souvent enclins à voir avant tout si le dialogue peut aboutir à quelque chose, alors que les jeunes

choisiront peut-être plutôt la deuxième alternative sous prétexte d'impatience. Mais il existe aussi de grandes différences : une “bonne” pétition ou une manifestation plus “insolente” ? Une lettre ouverte dans les médias locaux ou un sit-in devant l'hôtel de ville ? Ou un hashtag sur les médias sociaux ?

Le dialogue et la confrontation alternent souvent. Avec leur action de rue et toute l'attention des médias, les militants de No child on the street accentuent immédiatement le conflit. C'est ainsi que les problèmes de logement sont devenus un thème central pour les élections au conseil municipal. Cette phase a été suivie d'une consultation avec la municipalité et d'une phase de dialogue au sein du groupe de travail sur le logement. Cet exemple montre que la construction du pouvoir ne se concrétise généralement pas à un moment précis à la suite d'une seule activité, mais qu'elle est souvent le résultat d'un long processus au cours duquel les actions de politisation alternent avec des démarches en arrière-plan.

La question qui revient invariablement est la suivante : qu'en est-il des **médias** ?

Il ne fait aucun doute que chacun soit lui-même responsable de la qualité de **ses propres supports (sociaux)** : site web, Facebook, Instagram, TikTok, etc. Il est cependant possible de s'adresser à des médias externes. Cela concernait autrefois les journaux, la radio et la télévision, qui recevaient un communiqué de presse dans l'espoir que l'action présente suffisamment d'intérêt. Aujourd'hui, les possibilités sont évidemment beaucoup plus vastes, car à l'instant où vous êtes devenu viral, vous avez réussi à percer. Dans le chapitre sur l'activisme en ligne, nous avons vu de bons exemples du pouvoir d'un hashtag.

QUESTION 5

QUAND UN PROJET DE POLITISATION A-T-IL ATTEINT LE SUCCÈS ?

La politisation n'est pas un chemin que l'on emprunte avec la certitude d'obtenir gain de cause. Il peut même parfois sembler être un chemin sans issue, la question étant alors : Qu'est-ce que le "succès" d'un travail de politisation ?

Le travail de politisation n'est-il réussi que lorsqu'un changement structurel a été atteint ? Lorsque des objectifs à court terme ont été atteints ? Ou lorsque des objectifs à long terme ont été atteints ?

Ou les résultats peuvent-ils aussi se trouver ailleurs ? Le groupe s'est-il consolidé ? Votre organisation est-elle devenue plus solide ? Les jeunes ont-ils plus confiance en eux pour défendre leur opinion ? Sont-ils fiers de ce qu'ils ont fait ?

Nous constatons ici la tension caractéristique entre le processus et le résultat.

- Un processus réussi est un processus au cours duquel lequel les jeunes se sentent entendus et considérés, et qui leur procure reconnaissance et fierté.
- Un résultat favorable est une toute autre chose. Il dépend principalement de facteurs externes. Les jeunes et les animateurs de jeunesse accomplissent parfois un travail de Sisyphe avec leur travail de politisation, en rendant toujours plus visibles les problèmes de leur groupe cible. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils maîtrisent la situation et qu'ils puissent obtenir des résultats en un clin d'œil.

Les jeunes, et plus particulièrement les jeunes en situation de vulnérabilité, grandissent dans une société où ils se tiennent souvent en marge. Le fatalisme s'invite alors rapidement à leur table. Après des jeunes, mais aussi des éducateurs de jeunesse.

MAIS COMMENT SORTIR DU FATALISME ?

Ce n'est jamais facile, mais la politisation est souvent une tentative d'y arriver. Être enthousiaste pour quelque chose, et en même temps réaliste.

Dans le cas de l'action "**Aucun enfant dans la rue**", les superviseurs ont délibérément évité de fixer des ambitions trop élevées. La crise du logement ne sera en effet pas résolue rapidement, mais parvenir à ce qu'elle soit entendue et reconnue serait déjà un accomplissement. Pour conserver la dynamique du groupe, il était néanmoins important d'apprécier et de célébrer les petites étapes intermédiaires comme de "petites réussites". Par exemple, de plus en plus d'organisations ont rejoint l'action et ont apporté leur expertise. L'une de manière intrinsèque, l'autre de manière organisationnelle. Ou encore le fait que des projets spécifiques de mobilisation dans les rues aient vu le jour.

Les "sleep-in" ont été interdit durant un moment, ce qui représentait **un sérieux contretemps**. La dynamique est cependant restée de mise, et on est rapidement passé à un nouveau plan, de manifestation à travers la ville. Le groupe de travail sur le logement est finalement parvenu à un résultat dont il peut être très fier. Un objectif à court terme a été atteint. Bien que tout le monde se soit rendu compte que l'objectif à long terme – ne plus avoir d'enfants contraints de dormir dans les rues, et trouver une solution à la crise du logement – était toujours aussi éloigné. Ce que le recensement des sans-abris, quelques années plus tard, a confirmé ...

Les étudiants en travail social ayant mené des recherches sur cette action dans le cadre de leurs études ont écrit ce qui suit à son sujet : “Les jeunes eux-mêmes n’en sont pas forcément conscient, mais nous avons remarqué avec quelle fierté ils ont raconté leur histoire. Ils ont été reconnus dans leur humanité et ont été écoutés.”

Le travail de politisation ne réussit-il que lorsqu'un changement structurel a été atteint ? Ou les résultats peuvent-ils aussi se mesurer autrement ?

À PARTIR DE QUAND UN PROJET DE POLITISATION EST TERMINÉ ?

Il n’y a généralement **pas de fin bien définie**. Il est important de terminer une phase de politisation, une action ou une activité forte, et d’en dresser le bilan avec les jeunes. La politisation n’est pas faite pour être maintenue intensive dans le temps. Il est normal qu’elle survienne “par moments” et par phases plus ou moins intenses.

QUESTION COMPLÉMENTAIRE IMPORTANTE COMMENT LAISSER LES COMMANDES AUX JEUNES ?

L’exercice de dosage est délicat si l’on souhaite impliquer les jeunes dans toutes les phases du processus de politisation et, de ne pas perdre de vue l’objectif.

C’est pourquoi **une question additionnelle** accompagne chacune de ces questions :

- L’impulsion et le sentiment d’injustice sont peut-être bien venus des jeunes (étape 1),
- Mais est-il possible de formuler les problèmes non pas “pour” eux, mais “avec” eux (question 2) ? Sont-ils réellement associés à l’analyse du problème ?
- Sont-ils tout à fait favorables à l’idée de rendre l’affaire publique, tout en sachant qu’une action peut éventuellement entraîner des réactions négatives (question 3) ? Qu’est ce qui est réalisable et ne présente aucun danger pour eux ?

Quel rôle jouent-ils dans la mise en œuvre concrète (question 4) ? ?

Il est certain qu’il n’est pas évident de donner aux jeunes une position centrale en travaillant avec une importante coalition. **Aucun enfant dans la rue** n’est devenu une action soutenue par un grand nombre d’organisations sociales. Bien que cela implique de multiples réunions, Jong Gent in Actie a essayé d’impliquer ses jeunes au mieux. Dans la mesure du possible, en emmenant un membre du groupe à la réunion, et dans le cas contraire, en donnant un feedback détaillé après la réunion.

Lors d’un top **J100**, ce sont les jeunes eux-mêmes qui se sont exprimés. Dès que le choix de la personne qui prendra la parole est fait, un parcours de préparation en 3 ou 4 temps est mis en place. Tout est passé en revue : ce qu’ils veulent savoir, leurs questions, etc...

Autre point d’attention : comment s’assurer que les jeunes et les enfants restent explicitement au premier plan, alors même que lors d’une action publique il y aura peut-être des caméras ? L’un d’entre eux peut-il prendre la parole ? Parler à la presse ? Comment les préparer à cela ? Comment les protéger ensuite, par exemple sur les réseaux sociaux ?

Pour l’action **“Aucun enfant dans la rue”**, le choix a été fait de laisser les jeunes et les enfants marcher devant pendant la manifestation, mais le responsable du projet JGIA a été désigné comme porte-parole.

A LA RECHERCHE DU PATRIMOINE MIGRATOIRE

Nous ajouterons un exemple de plus où les jeunes sont entièrement responsables. Depuis 2020, des cassettes de musique turque des années 1970 et 1980 sont exposées dans une vitrine du **STAM, le musée de la ville de Gand**. Ce sont les tout premiers mais aussi les seuls objets qui témoignent des mouvements migratoires caractéristiques de la ville. Aujourd'hui, 4 Gantois sur 10 sont issus de la migration.

“Ce n'est pas correct”, a réagi Ercan Cesmeli, fondateur de l'organisation autonome turco-gantoise Burgerplicht (devoir civique) lors d'une visite guidée. La reconnaissance de la migration dans le patrimoine n'est pas une question de compensation, mais de démocratie. Si la STAM veut se présenter comme une “pépinière de démocratie” et un forum de discussion sur le passé, quelque chose doit changer. Si l'intention est de donner une place à la mémoire collective de tous les Gantois, alors les histoires et les objets sur la migration en font également partie. Il s'agit de reconnaissance et de représentation.

Les bénévoles du Burgerplicht ont poursuivi la discussion avec les employés du musée. Ce qui est apparu immédiatement, c'est qu'un grand nombre de jeunes étaient très motivés à apporter des idées, mais en même temps à la recherche de leur propre passé migratoire. À la recherche des “histoires cachées de la ville” pour un autre projet du STAM, l'historienne des migrations Tina de Gendt a fait la même expérience avec des jeunes Turcs.

“ Je veux maintenant que l'on réponde aux questions avec lesquelles j'ai lutté

toute ma jeunesse, afin de ne plus avoir à les poser à mes enfants. Pourquoi suis-je né ici ? Comment mes parents ont-ils atterri ici ?

JEUNE D'ORIGINE TURQUE

Tous les regards pointaient dans la même direction et le moment était venu de lancer un projet avec des jeunes. Avec pour objectif final une place digne du **patrimoine migratoire** dans une salle du STAM. Les musées disposent de nombreux “instruments participatifs” pour collaborer avec des “groupes cibles”, depuis les boîtes à outils jusqu'aux conservateurs invités. Toutefois, et par crainte d'un manque d'appropriation de la part des jeunes, les employés du musée ont choisi la “**méthode de négociation**” que l'historienne Tina de Gendt a également appliquée dans son projet.

“ Qu'est-ce que le patrimoine migratoire ? Il n'y a pas de cadre et il n'y a pratiquement pas d'experts. C'est aux jeunes de donner un sens aux objets. Il y a des temps de discussion entre jeunes, mutuellement et avec un groupe de pilotage. Les objets passent de la catégorie 1 (fournie par les jeunes) à la catégorie 2 (pour discussion) et enfin à la catégorie 3 (à inclure définitivement). Ensemble, nous évaluons et regardons si cet assemblage peut donner une meilleure perspective.

COORDINATEUR DE L'UNITÉ DU
PATRIMOINE DE GAND

Il est difficile de surestimer l'importance de la reconnaissance réelle dans cette histoire. De nombreux jeunes issus de l'immigration grandissent avec le sentiment de ne pas avoir de prise sur leur avenir. Quelle place ont-ils dans notre société ? Les travailleurs de jeunesse se mettent au travail chaque jour avec cette préoccupation et d'autres questions essentielles sur la formation d'une identité. Une salle consacrée à l'héritage de l'immigration peut sembler dérisoire, mais pour les milliers de jeunes qui s'y rendent chaque année pour découvrir "leur histoire", le message est clair : tu n'es pas une anomalie, tu n'es pas

seul et tu n'es pas le premier. Ce musée est non seulement pour vous, mais il parle aussi de vous et vient de vous.

Parallèlement, l'équipe du tout premier projet est prête, et la balle est désormais dans le camp des jeunes du centre de jeunesse de Posküder. En tant que premières personnes impliquées, ils contribueront à déterminer ce qui deviendra le patrimoine migratoire. C'est un symbole extrêmement fort. **Le projet se déroule avec eux, et non sur eux.** Leurs besoins, leurs rêves et leurs visions trouvent une place.





5

POUVOIRS ET CONTRE- POUVOIRS

Denoix Kerger, Eri Park, Bart Van Bouchaute,
Reyhane Görgöz en Peter Cristiaensen

A LA RECHERCHE DE MOMENTS DE BASCULEMENT

La constitution d'un contre-pouvoir s'effectue généralement au cours d'un long processus comportant de multiples étapes

N'oublions jamais que la politisation est une question d'inégalité de pouvoir. Les questions que les jeunes veulent rendre publiques sont étroitement liées aux relations de pouvoir sous-jacentes. C'est souvent à partir d'une position moins puissante qu'ils exigent un changement ou développent une alternative. Ils perturbent le discours dominant et les règles du jeu existantes.

Dès l'élaboration d'une stratégie et d'une méthode d'action, une nouvelle question se pose : **“Comment faire évoluer ces rapports de pouvoir ?”**

Entre les puissants et les sans-pouvoir, les modes de confrontation et de résistance sont souvent nécessaires. Bien que le conflit soit souvent considéré comme “destructeur” et remis en question de manière critique comme non constructif, le conflit peut justement aider à établir un meilleur équilibre. Souvent, nous constatons que ce n'est qu'après une phase de conflit qu'un nouveau compromis peut être élaboré, répondant mieux aux exigences.

La politisation ne se fait en aucun cas dans un espace dénué de pouvoir.

Avec l'action **“Aucun enfant dans la rue”**, nous avons observé une combinaison de stratégies différentes. Avec la manifestation à l'hôtel de ville, les organisations ont cherché la confrontation. Leur objectif était d'affiner le conflit sur le long terme. Une phase de dialogue a suivi, avec la mise en place par la ville d'un groupe de travail sur le logement.

La construction d'un contre-pouvoir ne se fait généralement pas ponctuellement au moyen d'une seule activité, mais au cours d'un **long processus** comportant de nombreuses étapes. La construction d'un contre-pouvoir exige une stratégie de changement par laquelle les actions et les moments de politisation sont alternés avec d'autres formes d'actions politiques, telles que le lobbying en arrière-plan avec un conseiller municipal ou la présentation d'un projet à une commission.

LE POUVOIR SOUS DE NOMBREUSES FORMES

Le pouvoir est une notion beaucoup plus subtile qu'un seul système qui dirigerait tout. Il s'agit d'une relation entre des individus et des groupes, par laquelle l'un peut gérer le comportement de l'autre. Il peut donc prendre diverses formes.

Dans notre société, certains individus et certains groupes d'individus ont acquis une position de pouvoir. Nous appelons cela le **"pouvoir structurel"**. Nous ne nous y attardons généralement pas, mais le pouvoir de ces personnes découle de leur position dans notre système socio-économique. Nous voyons ainsi dans l'histoire de **Aucun enfant dans la rue** combien il est difficile pour les jeunes à faibles revenus de trouver un logement. Sur le marché locatif privé, la concurrence est grande et les jeunes tirent souvent la paille la plus courte. Le parc locatif social est trop restreint et doit faire face à des listes d'attente épouvantables. Les propriétaires profitent de cette rareté et du contrôle insuffisant de la discrimination. Les rapports de pouvoir sont faussés. Seuls des changements structurels sur le marché du logement peuvent y remédier.

Nous considérons très souvent le **pouvoir** comme **"répressif"**. Toute personne qui a du pouvoir peut en obliger d'autres à faire ou à ne pas faire quelque chose. Pensez à la punition des enseignants, à une sanction administrative municipale, à une amende pour les jeunes, l'arresta-

tion de manifestants ou le blâme d'un employé. Ce pouvoir est clair et visible.

Il peut pourtant aussi se manifester de manière différente. Dans chaque société, certaines actions paraissent "normales" pour des citoyens. Il se trouve que c'est attendu. Le philosophe français Michel Foucault a appelé cela le "pouvoir normalisateur". Il est plus subtil mais très efficace. Ce pouvoir ne provient pas d'un seul institut, mais il est émane de partout sans que nous nous en rendions compte consciemment : à l'école, dans la famille, à la télévision, etc. Le pouvoir normalisateur n'est pas perceptible mais il est bien plus puissant. Il se traduit par des opinions évidentes sur la pauvreté, le chômage ou ce que l'on attend des jeunes.

Les actions de politisation se heurtent parfois au pouvoir répressif, mais plus souvent encore au **pouvoir normalisateur**. Les jeunes arrivent "à l'improviste" pour revendiquer leur place. Ce que la société trouve normal, eux le réfutent.

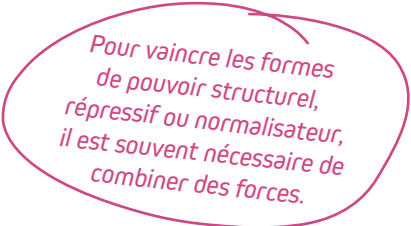
Pour maîtriser les formes de pouvoir structurel, répressif ou normalisateur, il est souvent nécessaire de combiner les forces, de réunir des "pairs", de construire un **"contre-pouvoir collectif"**.

Pourquoi les gens seraient-ils prêts à unir leurs forces ? L'intérêt personnel joue sans aucun doute un rôle, mais la solidarité est souvent tout

aussi importante. “Nous” contre “eux”. Même s’il faut souvent beaucoup d’efforts pour rassembler tous ces individus, comme nous l’a appris l’exemple **des jeunes du KAJ**. Dans certains secteurs, les employés sont très organisés au sein de syndicats et ils peuvent obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail. Mais ce n’est certainement pas le cas pour les jeunes travailleurs temporaires. Ce n’est qu’après une patiente accumulation de plusieurs mois que le groupe a réussi à rassembler les jeunes avec leurs histoires. Ils ont ainsi pu convaincre les agences d’intérim et les décideurs politiques, de même que les syndicats, du fait que le travail temporaire mérite une meilleure réglementation.

Pour développer le pouvoir, il faut des **“sources de pouvoir”**. Comment quelqu’un peut-il obtenir de la puissance ?

- Par sa **position**. Officiellement (un poste ou une fonction), ou officieusement (autorité liée à l’expérience ou au pouvoir de conviction).
- Par son **expertise**. La connaissance est un pouvoir, tant la connaissance intrinsèque que la connaissance stratégique. Mais l’expérience est aussi une forme de savoir.
- Par son pouvoir **organisationnel ou financier**. L’argent donne du pouvoir. Cependant, un groupe solide de volontaires peut aussi faire bouger les lignes.



Pour vaincre les formes de pouvoir structurel, répressif ou normalisateur, il est souvent nécessaire de combiner des forces.

- Par ses **relations et réseaux**. Les relations personnelles peuvent ouvrir des portes.
- Par son **soutien social**. La force du nombre. Avec beaucoup de partisans, vous pouvez obtenir davantage.
- Par l’**attention des médias**. Quiconque reçoit des demandes dans les médias ou peut devenir viral via les médias sociaux est en position de force.

Les **J100** n’ont pas de position officielle, mais de nombreux moyens. Ils tirent leur force – leur contre-pouvoir – du réseau de 11 organisations de jeunesse et de 100 jeunes (ou parfois plus). Collectivement, ils peuvent s’autoriser plus de choses vis-à-vis du gouvernement (qui les subventionne) qu’une petite organisation. Le grand groupe de supporters et l’attention des médias les y encouragent.

ENTENDRE LA VÉRITÉ

Si, avec les jeunes, vous vous plaignez de certaines formes d'injustice, vous vous heurtez parfois au pouvoir en place. Bien sûr, celui-ci peut alors commencer à grogner. Convaincus de leur point de vue, ils ne veulent pas que le changement se fasse comme ça. Et tout comme vous avez réfléchi avec les jeunes à une stratégie, ils vont aussi réfléchir à une contre-stratégie. Il est important de s'y attarder. Il peut s'agir de **formes subtiles de vent contraire** ou de **formes sérieuses d'agression**, ou les deux à la fois.

Quelques exemples de réactions possibles :

1 . “CE N’EST PAS SI GRAVE.”

Un classique : la **minimisation** du problème. Les signaux émis par les jeunes ne sont pas pris au sérieux et ils sont ignorés – poliment ou non.

2 . “LE PROBLÈME NE RELÈVE PAS DE NOTRE COMPÉTENCE.”

Un deuxième classique consiste à **se renvoyer la balle**. La responsabilité incombe à un niveau supérieur. Souvent, c'est aussi partiellement vrai. Dans des situations sociales complexes, il est rare que l'on puisse désigner un seul responsable. Mais les disparités sont nombreuses en termes de pouvoir.

Imaginons que la confrontation dans l'exemple devienne plus grave – par exemple, un article paraît dans la presse – alors la réaction peut aussi être plus centrée sur les militants eux-mêmes. “Vous n'êtes pas raisonnables, ce n'est pas facile pour nous non plus”. On en vient ainsi à l'argument suivant.

3 . “C’EST UNE CHOSE TRÈS COMPLEXE.”

Une stratégie reconnaissable consiste à jouer avec le **“temps complexe”**. Cela peut se faire de plusieurs manières : de l'introduction du sifflement

dans l'histoire à toutes sortes de manœuvres de retardement. Les gens mettent en place un groupe de travail et le groupe va analyser le problème. Alors que selon les militants, l'analyse a été effectuée il y a longtemps. Retarder peut être une stratégie particulièrement insidieuse pour les groupes qui ont trop souvent un réveil brutal. Après tout, le retard mène au découragement. Pour être armé contre cela, en tant que groupe, vous devez avoir vraiment les pieds sur terre.

4 . “MAINTENANT IL FAUT VOUS TAIRE !”

Une contre-stratégie plus musclée consiste à **bloquer ou à sécuriser le débat**. Les gens ferment la porte.

5 . “VOUS ÊTES RESPONSABLES DES PRÉJUDICES, VOUS AUREZ À EN SUPPORTER LES CONSÉQUENCES.”

Dans les points précédents, il s'agissait toujours de formes d'abus de pouvoir que l'on peut qualifier de passives-agressives. Ils utilisent des formes évanescentes de projection de pouvoir. Cependant, il peut arriver qu'ils deviennent **ouvertement agressifs**. Les individus peuvent alors diriger leurs griefs vers l'ensemble du groupe ou vers des individus. Si, en tant qu'activiste, vous dépendez de l'autre partie pour des subventions, le revenu, le travail ou le logement, cela peut devenir une manipulation agressive. Après tout, les menaces existent sous toutes leurs formes, du blâme ou de la suppression des subventions au licenciement ou aux démarches juridiques.

De la même manière que vous avez conçu une stratégie avec les jeunes, ils penseront à une contre-stratégie.

SE DÉFENDRE

Gardez votre énergie pour consolider votre groupe, votre réseau et votre stratégie.

Quelques conseils pour garder les pieds fermement sur terre par un tel vent contraire :

1 . BIEN SE PRÉPARER.

Pensez à l'avance aux réactions que vous pourriez obtenir. Si vous devez vous asseoir autour d'une table, mettez-vous d'accord sur votre stratégie, sur l'identité du porte-parole, sur l'opposition à laquelle vous pouvez vous attendre et sur la manière dont vous souhaitez y répondre.

2 . NE LAISSEZ PAS DE CLIVAGE S'INSTALLER.

Assurez un bon forum afin de discuter fermement du contenu et de la stratégie, mais serrez les rangs lorsque vous entamez le dialogue avec l'adversaire.

3 . PRÉPAREZ-VOUS À L'INTIMIDATION INDIVIDUELLE.

Ne répondez pas aux réactions individuelles, mais indiquez que vous vous adresserez à l'ensemble du groupe.

4 . DÉVELOPPEZ VOTRE RÉSEAU.

Formez des coalitions avec d'autres groupes ou organisations qui travaillent sur les mêmes problèmes et sont sur la même longueur d'onde. De cette façon, vous créez un soutien plus large pour l'action.

5 . COMMUNIQUEZ TOUJOURS DE MANIÈRE CLAIRE.

Assurez-vous de continuer à communiquer sur l'objectif de l'action, tant en interne qu'en externe. Une communication claire est vitale, surtout lorsqu'il s'agit d'une accumulation de la puissance de la base vers le sommet. N'oubliez pas que vous ne faites pas un sprint, mais un marathon.

6 . VALORISEZ CHAQUE PETITE VICTOIRE.

Dans votre communication, il est important de répéter quelles étapes ont déjà été franchies et ce à quoi elles ont abouti. Ne laissez pas le bon sentiment de ces moments se réduire en fumée. C'est important pour assurer l'adhésion des gens, mais aussi d'inclure de nouvelles personnes dans le projet.

7 . FOCUS SUR LE CONTENU.

La tentation est souvent grande de "psychologiser" son opposant. De se concentrer sur son caractère ou son tempérament. Cela n'a aucun sens et détourne l'attention du contenu. C'est même contre-productif car cela légitime précisément les personnages dans leur position de pouvoir. Gardez votre énergie pour consolider votre groupe, votre réseau et votre stratégie.

8 . TEMPORISEZ OU ACCÉLÉREZ.

Essayez de vous faire une idée sur le rythme du processus. Il est parfois important d'accélérer, par exemple pour devancer l'adversaire et présenter soi-même une alternative. Parfois, il est important d'être conscient de la pression exercée ("Il faut décider maintenant, c'est comme ça que ça marche"). Gagner du temps peut être une stratégie qui sert plusieurs objectifs. D'une part, elle donne la possibilité de réagir collectivement et de ne pas laisser le groupe jouer contre ses membres. D'autre part, cela permet de réfléchir à la stratégie et donc de passer à la phase suivante plus fermement.



6

**DE LA
SÉCURITÉ AU
COURAGE**

Denoix Kerger, Eri Park, Bart Van Bouchaute,
Reyhan Görgöz en Peter Cristiaensen

*Avec la
déradicalisation
comme point de
départ, nous minons
les fondements de
notre travail.*

LA DÉRADICALISATION PAR LE BOYCOTT

La politisation avec et par les jeunes nécessite une relation basée sur la confidentialité comme nous l'avons déjà annoncé dans un chapitre antérieur. Mais qu'est-ce que cela signifie, un climat sûr ? Et comment l'obtenir ?

Commençons par le contraire. Il y a quelques années, lorsque l'Europe a été confrontée à des attaques terroristes de musulmans radicaux, les gouvernements européens se sont emparés du concept de "déradicalisation". Pour éviter que des jeunes nés en Europe ne continuent de partir en Syrie ou ne commettent des attentats, il fallait agir de manière préventive. Les jeunes qui menacent de se radicaliser doivent être "déradicalisés". Le travail de protection de la jeunesse a été abordé. Les projets visant à contrer la radicalisation des jeunes par le biais d'un développement identitaire positif pouvaient ainsi bénéficier de subventions. D'autres organisations ont été invitées à démontrer que la radicalisation était présente dans leurs quartiers et districts.

L'association à but non lucratif Uut De Marge et d'autres organisations flamandes de jeunes, ont refusé de participer à ce regroupement de projets. Avec la justification suivante :

“ La confiance et la confidentialité sont deux des principes de base sur lesquels repose le travail de jeunesse. Les jeunes peuvent-ils encore faire confiance aux organisations de jeunesse, si elles sont financées par le gouvernement qui les considère comme groupe cible ou susceptibles de se radicaliser ? Les travailleurs de jeunesse ont en outre une obligation de discrétion à l'égard des enfants et des jeunes avec lesquels ils travaillent, et ce principe serait bafoué. À quel type de travail de jeunesse sommes-nous incités avec cette orientation ? Nous travaillons avec les jeunes sur la base de leurs forces et de leurs talents. À ces moments-là, un lien de confiance se crée souvent. Ce lien nous permet de soutenir les jeunes dans d'autres domaines de la vie : la pauvreté, le décrochage scolaire, le chômage des jeunes ou la gestion de la super diversité.

En d'autres termes : avec la déradicalisation comme point de départ, nous détruisons le fondement de notre travail qui est une relation de confiance, un climat de sécurité. En bref, un espace sûr. Une déclaration du travail de jeunesse qui pourrait compter.

UN ENDROIT POUR SE DÉTENDRE ET BIEN PLUS ENCORE

Il y a quelques années, une jeune Anversoise, Saïda, travaillait dans le domaine de la protection de la jeunesse. Elle a fini par abandonner son travail pour réaliser un **rêve**.

“ J’ai rêvé d’une maison où les jeunes pourraient entrer sans aucun obstacle. Une maison qui serait ouverte toute la journée. Ils n’auraient besoin d’aucune raison d’entrer, juste un endroit où se détendre... Et puis ça viendra, n’est-ce pas ? Parce qu’à partir du moment où vous entrez quelque part et que ça clique, alors la demande d’aide viendra.

En collaboration avec des jeunes et d’autres animateurs de jeunesse, elle a organisé un brainstorming de trois jours. L’idée d’un **lieu multifonctionnel** a émergé de cette réflexion.

“ Un lieu où nous étudierions et où nous pourrions nous retirer si tout ne va pas bien chez nous. Un endroit où nous rencontrons nos amis parce que ce n’est pas possible à la maison et où nous pourrions nous confier à quelqu’un si nous avons

des difficultés. Toutes sortes d’activités y trouveront leur place et chacun pourra y prendre des initiatives. Un foyer accessible avec des encadrants professionnels et des professionnels de la santé, présents et accessibles eux aussi. On y sera toujours écouté sans jugement, il cet endroit nous permettra de garder espoir et de chercher une perspective. Le tout basé sur une fondation très solide de confiance et proximité. En bref, un endroit pour se détendre et bien plus encore.

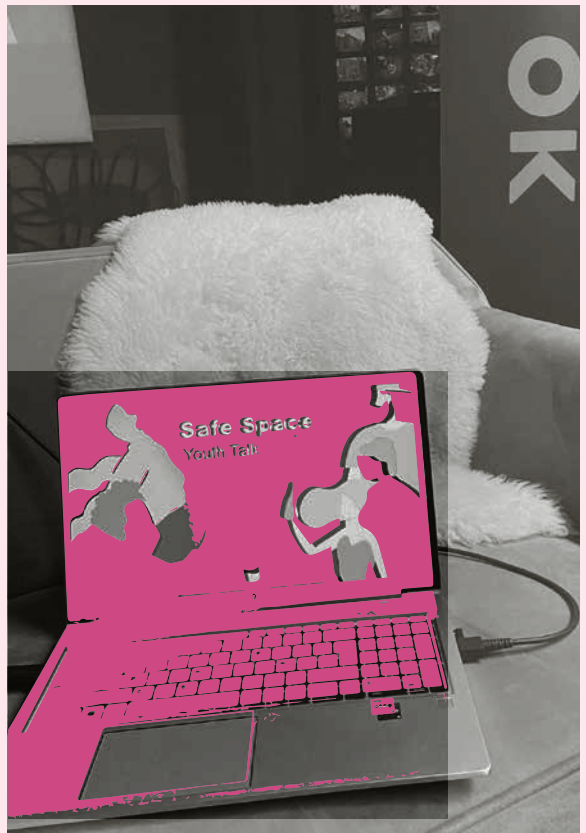
En attendant, il existe un lieu, dans une maison à Anvers. Les jeunes ont baptisé ce nouveau lieu multifonctionnel “Safe Space organisation à but non lucratif”. L’organisation compte des volontaires et des employés de différents horizons et spécialités. Tous sont entrés dans la maison en tant que jeunes. Tout le monde contribue aux activités de manière égale : le coordinateur, les employés, les jeunes qui participent au brainstorming et qui étaient à l’origine de l’organisation, ainsi que les nouveaux enfants et jeunes qui arrivent.

Les jeunes et les enfants contribuent à l'élaboration du planning et apportent de nouvelles idées. Les employés cherchent à se diversifier par le biais du sport, de la danse, de la musique, du théâtre ou de la poésie slam, et assurent une offre de compétences telles que la tenue d'interviews, le travail avec des caméras, le montage de vlogs, etc.

Tous les vendredis, un **café causerie** est organisé. Les employés ont des thématiques sensibles à l'esprit, mais les discussions sont généralement spontanées. Des thèmes qui reviennent dans la maison, comme le sexting, la honte ou la pression sociale...

Une fois par mois, les jeunes invitent quelqu'un pour une discussion.

“ Il s'agit généralement de figures emblématiques qui parlent de leurs expériences. De la façon dont ils ont développé leur force. Cela conduit à des questions stimulantes et passionnantes. De cette manière, les stigmas sont brisés et les jeunes sont motivés pour relever le défi.



DES ESPACES SÛRS...

Ce n'est pas un hasard si les jeunes Anversois de l'association Safe Space ont choisi ce nom. Le concept est venu des États-Unis où il était à l'origine utilisé notamment par les étudiants universitaires noirs. Pour eux, un "safe space" est un endroit "sûr" où ils peuvent se réunir sans être confrontés à des opinions discriminatoires.

Parallèlement, le terme est également courant en Europe, par exemple dans le domaine du travail avec les jeunes. Là-bas, il a pris le sens d'un espace dans lequel un groupe spécifique peut se retrouver sans la pression qu'il subit ailleurs. Il s'agit donc de personnes qui partagent des caractéristiques, des expériences ou des griefs, et qui souhaitent y travailler dans un environnement sûr.

En ce sens, les espaces sûrs n'ont **rien de nouveau**.

Le travail social, par exemple, a une longue tradition de **groupes de femmes et de maisons de femmes**. Il en va de même pour les organisations de filles dans le domaine de la jeunesse. Il fallait un lieu où les femmes et les jeunes filles pouvaient se rencontrer dans un environnement sûr afin d'échanger sur leurs expériences sans l'intervention des hommes. Cet "accès interdit aux hommes" leur donnait le sentiment qu'elles pouvaient parler, penser et discuter plus librement.

Ce besoin subsiste encore aujourd'hui. Trop souvent, les gens pensent que l'égalité des sexes a été complètement réalisée, et que ce type d'**organisation "séparée" pour les filles** n'est plus nécessaire. La réalité sociale est tout autre, car les filles témoignent aujourd'hui d'une "insécurité" croissante dans des contextes très divers : dans leur vie sociale, sportive ou éducative. Elles constatent que les espaces publics sont souvent des espaces pour les garçons plus que pour les filles.

Les espaces sûrs ont une grande importance, pour des groupes très variés, mais ils suscitent également des questions de taille.

Conclusion : les espaces sûrs sont essentiels, pour des groupes très divers : filles, garçons, personnes partageant une origine particulière. Ce sont des lieux où chacun peut être soi-même, protégé contre les menaces qui subissent telles que la discrimination, le sexisme, le racisme ou encore l'homophobie. Chacun peut également y partager ses expériences, et y engager des discussions complexes.

Ces espaces sûrs soulèvent toutefois aussi des questions très importantes. Risquent-ils de devenir des îlots de personnes partageant les mêmes idées ? Un repli sur son propre groupe ? Une forme de retrait du débat social ? Ne constituent-ils pas alors un obstacle à l'intégration, à la participation à la vie en société ?

... VERS DES ESPACES COURAGEUX

Examinons de plus près les associations de filles dans le cadre du travail de protection des jeunes. Car dans la pratique, elles sont aujourd'hui très diverses. Il s'agit souvent de se rencontrer et de se divertir. Mais tout aussi souvent, il s'agit de s'affirmer, de prendre conscience de ses propres capacités et de se défendre. Encouragées par les superviseurs, les filles remettent en question leur position dans la société et réfléchissent à ce qu'elles pourraient faire pour améliorer leurs conditions. Cela se matérialise par des formations, des soirées à thème ou diverses activités.

Avec pour résultat que les filles **osent entamer une conversation** avec leurs parents, leurs professeurs ou avec des garçons. Ou avec le conseiller municipal de l'Action pour la jeunesse, par exemple, sur la question de savoir pourquoi elles peuvent suivre une formation d'animation en portant un foulard, mais ne peuvent pas surveiller les jeux dans la cour de récréation.

En d'autres termes : la solidité des espaces de sûrs est un aspect primordial. Les portes peuvent parfois être fermées. Mais pas toujours. Elles doivent aussi pouvoir s'ouvrir. Un "véritable" espace sûr est aussi un tremplin où les jeunes acquièrent suffisamment de confiance en leurs capacités et trouvent le courage de... faire un pas. Un espace sûr devient alors un espace courageux.

Et c'est ainsi que nous en sommes arrivés à la politisation. Les espaces de courage "séparés" peuvent également, à partir de leur espace de sécurité, trouver le courage de rendre visibles des expériences partagées, par exemple de sexisme ou de racisme, et de contester les limites structurelles de l'injustice à laquelle ils sont confrontés.

Tous ces éléments nous ont été décrits dans de nombreuses histoires. Les points de départ du centre d'accueil **Safe Space**, une organisation

à but non lucratif, sont la sécurité et un petit niveau d'exigence. Cette sécurité permet cependant d'ouvrir la porte à nouveau. Pendant les cafés de causerie et les Youth Talks, pour discuter de thèmes sociaux qui donnent l'impulsion à de nouvelles initiatives. De même, lors des **LostWords** of LostProject, il s'agit finalement de confronter les discussions internes au monde extérieur. Qui d'autre assumera la réalisation de ces propositions ? Quelle est notre responsabilité ?

La cabane à rêves est un lieu idéal qui est d'abord un espace sûr (réunions **J100**), pour devenir ensuite un espace courageux (top J100, confrontation avec les décideurs politiques)

DE DÉRADICALISATION À POLITISATION

Au début de ce chapitre, nous avons parlé de "déradicalisation" et du refus des associations de jeunes de solliciter des subventions dans le cadre de la proposition du gouvernement. Les espaces où ils sont prêts à faire des efforts sont des espaces courageux. Les jeunes doivent disposer d'un espace leur permettant précisément de "trouver le courage" de se mettre au travail sur leur identité stratifiée. Les travailleurs de jeunesse doivent être à leurs côtés et leur donner la possibilité de s'exprimer dans leur espace de sûr, d'une manière qui n'est pas toujours possible dans le monde extérieur. Dans le même temps, les travailleurs de jeunesse doivent également les soutenir et leur apprendre à exprimer leurs expériences afin qu'ils puissent participer à la société en tant que jeunes citoyens.

Il s'agit d'une approche préventive très différente. De répressif à positif, éducatif et politisant.

LE RÔLE DES ÉDUCATEURS DE JEUNES DANS LES ESPACES COURAGEUX

Si l'on veut transformer un espace sûr en un espace courageux où la politisation du travail est possible, il existe un certain nombre de points d'attention essentiels pour les travailleurs de jeunesse et les superviseurs de jeunes.

VÉRIFICATION 1

LE NIVEAU DE CONFIANCE EST-IL SUFFISANT ? EN ÊTES-VOUS DIGNE ?

Il est important de convenir de règles de base à respecter lors des échanges dans l'espace de sûr. Chacun doit pouvoir dire ce qu'il pense sans être attaqué. La confiance doit régner parmi les jeunes, mais aussi entre eux et les animateurs.

La confiance que le jeune peut accorder à son éducateur est cruciale, et en corrélation étroite avec le devoir de discrétion. Il ne peut y avoir de malentendu sur ce que les jeunes partagent en toute confidentialité avec un éducateur digne de confiance. Cette confiance constitue la base de la relation éducative.

VÉRIFICATION 2

ÊTES-VOUS SUFFISAMMENT VIGILANT ?

Les jeunes ne partagent pas leurs histoires spontanément. Pour y parvenir, les éducateurs doivent créer un climat de confiance et être constamment à l'affût d'éventuels **signaux**.

L'organisation à but non lucratif **Safe Space** a d'ailleurs décidé d'ouvrir ses portes pendant la période du Covid, un grand nombre de jeunes ayant indiqué qu'ils avaient besoin d'un endroit en dehors de leur famille, ainsi que d'un espace physique et mental. De surcroît, le fait que tous les intervenants participent à l'organisation quotidiennement signifiait qu'ils auraient de plus grandes chances d'établir la communication et de détecter les signaux. Les jeunes eux-mêmes sont engagés à suivre et à soutenir leurs pairs traversant une période plus difficile, par exemple via des groupes WhatsApp par tranche d'âge.

VÉRIFICATION 3 CONSIDÉREZ-VOUS LES JEUNES COMME DES ÉGAUX ?

La clé de la sécurité réside dans l'égalité. Cela n'est possible que si l'on prend les jeunes au sérieux et qu'on les laisse participer aux réflexions et aux décisions sur les règles de l'espace de sûr, comme nous l'avons vu avec l'histoire de Saïda et de l'organisation à but non lucratif **Safe Space**.

Il en va de même pour les participants à la campagne **Aucun enfant dans la rue** :

“ Les jeunes ne doivent pas être considérés comme étant supérieurs ni inférieurs à nous, mais comme étant à notre niveau ! Le principal est de leur donner le plus d'autonomie et de respect possible. C'est à mes yeux l'unique façon de travailler avec les jeunes, puisque c'est précisément ce qui leur manque au quotidien. Ils trouvent cela ici, et ce qui explique que ça marche.

THISKA, RESPONSABLE DU PROJET
JONG GENT IN ACTIE

Le concept d'égalité dépend de l'état d'esprit et de l'attitude de l'éducateur. Les jeunes remarquent immédiatement si la personne à qui ils parlent exige leur respect uniquement parce qu'elle est plus âgée. Ils préfèrent donc généralement passer du temps avec des interlocuteurs qu'ils considèrent comme des “pairs” plutôt qu'avec des personnes qui semblent vivre en dehors et au-dessus de leur propre monde. Ce groupe peut s'étendre au-delà des pairs ou des amis, et un éducateur peut certainement y trouver sa place. Son attitude leur permettra d'évaluer dans quelle mesure ils peuvent lui faire confiance et le prendre au sérieux.”

VÉRIFICATION 4 ÊTES-VOUS DU CÔTÉ DES JEUNES ?

Le fait de passer du temps avec des jeunes dans des espaces courageux exige des compétences beaucoup plus étendues que la simple communication. Êtes-vous attentif aux inégalités, à l'exclusion et à la discrimination ? S'agit-il d'un comportement standard que vous montrez **non seulement en paroles, mais aussi en actes** ?

Les jeunes qui se heurtent à l'injustice se sentent souvent en sécurité auprès d'adultes qui leur servent de **modèles** : des personnes tout aussi passionnées qu'eux et qui partagent leurs convictions et leurs valeurs. Une personne active dans un espace sûr parce que c'est son travail n'y a pas sa place.

Posez-vous la question : suis-je de leur côté ? Et surtout : est-ce que je montre mon soutien à ces jeunes ? Est-ce que je les épauler et les encourage dans les aspects qu'ils jugent importants ? Par exemple : est-ce que je mets ma position à profit pour les aider à atteindre leurs objectifs ?

VÉRIFICATION 5 ÊTES-VOUS CONSCIENT DE VOTRE POSITION PRIVILÉGIÉE ?

Parce que, bien sûr, vous avez “plus de recul”. Souvent, vous avez un **parcours** différent, **plus favorisé** que celui des jeunes avec lesquels vous travaillez. C’est certainement le cas dans le domaine de la protection de la jeunesse. Ce milieu privilégié n’est pas un succès personnel et ne doit pas non plus être considéré comme un motif de culpabilité.

Être conscient que vous avez un avantage est important. On pense parfois que les compétences “culturelles” – le fait de savoir que des personnes différentes ont aussi des habitudes, des opinions et des valeurs différentes – sont suffisantes pour y faire face en tant qu’animateur de jeunesse. Mais cela ne suffit pas. Différentes personnes et différents groupes ont également un avantage ou un désavantage structurel en raison de leur origine ou de leur position.

En matière d’éducation, cela peut se traduire, par exemple, par des expériences très différentes pour les minorités à l’école. Souvent, elles ne sont pas considérées comme le résultat d’une discrimination structurelle, mais attribuées à des différences culturelles ou personnelles. L’exemple de l’université britannique illustre parfaitement cette situation.

En soutenant les jeunes dans leur lutte contre l’injustice, il convient de ce fait d’**être conscient** de sa propre position et des privilèges ou avantages dont on bénéficie.

VÉRIFICATION 6 CONSIDÉREZ-VOUS VOTRE TRAVAIL COMME UN ESPACE SÛR ?

L’importance d’un espace sûr ne concerne pas seulement les jeunes, mais **aussi les professionnels de la jeunesse**. Reçoivent-ils suffisamment de confiance et de soutien de la part de leurs collègues et de leur organisation ? Ou l’organisation subit-elle des pressions financières, politiques ou de tout autre type ? Existe-t-il un espace pour échanger et apprendre les uns des autres ?

Souvent, en tant qu’éducateur, vous travaillez également avec d’autres organisations, des enseignants ou des professionnels de la santé. Y a-t-il suffisamment d’échanges et de confiance ?

RÉFLÉCHIR À VOTRE POSITION

Avez-vous déjà été victime de discrimination ? De quelle manière ?

- Est-ce que vous ou votre famille avez déjà eu des expériences douloureuses en matière de discrimination ? En parlent-ils ouvertement avec vous ? Ont-ils pleuré en votre présence lorsqu'ils en ont parlé ?
- Invitez-vous également des personnes d'autres origines à une fête ou à un anniversaire ?
- Suivez-vous les actualités lorsqu'elles traitent d'injustice, de racisme, de sexisme, etc... ?
- En dehors de votre travail, êtes-vous également impliqué dans les thèmes que les jeunes avec lesquels vous travaillez trouvent importants ? Les soutenez-vous dans ce contexte ?
- Si oui, est-ce depuis que vous avez commencé à travailler avec eux ? Sur quoi souhaiteriez-vous en savoir plus ? Qu'avez-vous déjà appris d'eux ?

D'après le travail de recherche d'Eri Park, University College Roosevelt



RECHERCHÉ

**ANIMATEUR
DE JEUNESSE (M/F/X)**
DOTÉ D'UN
ENTHOUSIASME
POUR LE TRAVAIL
DE POLITISATION.



NOUS ATTENDONS DE VOUS QUE

Vous fassiez confiance aux jeunes.
Vous souhaitiez créer un lien avec eux, afin d'instaurer un climat de confiance,
Vous compreniez leur cadre de vie.
Vous connaissiez les mécanismes de l'exclusion sociale, vous écoutiez leurs histoires.
Vous ayez l'énergie d'entreprendre ce travail.
Vous vouliez permettre aux jeunes de faire entendre leur voix afin de lutter contre cette exclusion.

Vous leur proposiez un espace sûr.
Vous travailliez conjointement et à leur rythme.
Vous preniez comme point de départ leurs besoins, leurs exigences et leurs intérêts.
Vous persévériez sans cesse à les motiver.
Vous deviez parfois tempérer vos attentes, et continuiez à dialoguer avec eux, en groupe ou individuellement.
Vous adoptiez systématiquement une attitude respectueuse et positive.

NOUS OFFRONS

Un travail stimulant.
Des collaborateurs qui vous épaulent.
Une équipe complémentaire et diversifiée.
Une organisation qui fait le choix de faire entendre la voix des jeunes.



Interreg

2 Seas Mers Zeeën

ORPHEUS

European Regional Development Fund

Le projet ORPHEUS souhaite expérimenter des formes alternatives de prévention (en ligne et hors ligne) de l'extrémisme violent chez les jeunes.

Au cœur de cette approche se trouvent des espaces sûrs, au sein desquels les jeunes travaillent autour de thèmes qui les touchent, et sont soutenus dans l'expression de leurs doléances. Ces espaces sont aménagés de telle sorte qu'ils permettent aux professionnels de se consacrer à leur travail de manière positive et, au lieu de réagir de manière répressive, d'offrir un soutien éducatif.

D'une part, ce sont des espaces restreints dans lesquels un laboratoire est mis en place pour des expériences d'apprentissage, avec une liberté d'opinion qui n'est pas toujours possible dans le monde extérieur. D'autre part, ces espaces sûrs sont également connectés au monde extérieur. En ce sens, le laboratoire n'est jamais complètement verrouillé. Tous les conflits de la société peuvent simplement faire surface dans l'espace sûr et les jeunes se penchent sur ces conflits.

Il n'y a qu'un pas à franchir pour rendre ces griefs publics dans des pratiques de politisation avec et par les jeunes.

Le projet développe des espaces sûrs hors ligne et en ligne pour et avec les jeunes. Des vidéos et une formation ont été développés à leur intention. Pour les superviseurs, des formations ont également été élaborés sur le renforcement de la sécurité dans les espaces sûrs, la gestion des questions controversées, la littérature en ligne et la cybercriminalité, la culture des jeunes et la politisation.

Ce manuel est lié à du contenu supplémentaire en ligne pour les superviseurs et à un manuel pour leurs formateurs

Plus d'informations sur

[www. ORPHEUSPROJECT.EU](http://www.orpheusproject.eu)

Partenaires

